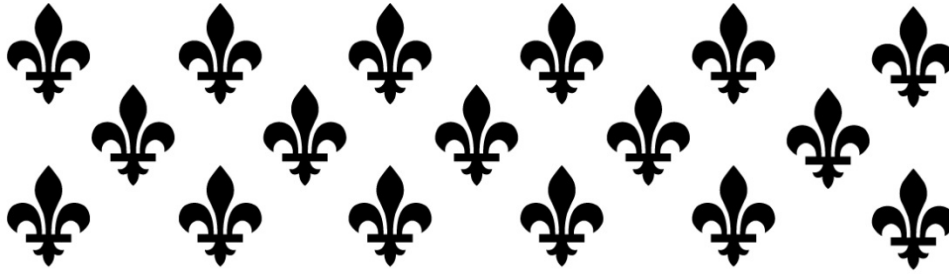


ISSN 2818-9876



ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

DEUXIÈME SESSION

QUARANTE-DEUXIÈME LÉGISLATURE

Journal des débats

de la Commission permanente des institutions

Le mercredi 4 mai 2022 — Vol. 46 N° 27

Étude des crédits budgétaires du ministère des Relations
internationales et de la Francophonie

**Président de l'Assemblée nationale :
M. François Paradis**

2022

Commission des institutions

Le mercredi 4 mai 2022 — Vol. 46 N° 27

Table des matières

Discussion générale	1
Adoption des crédits	19
Documents déposés	19

Intervenants

M. André Bachand, président

Mme Nadine Girault

Mme Nicole Ménard

M. Andrés Fontecilla

M. Joël Arseneau

M. Louis Lemieux

M. Mathieu Lévesque

* Mme Sylvie Barcelo, ministère des Relations internationales et de la Francophonie

* Témoin interrogé par les membres de la commission

Le mercredi 4 mai 2022 — Vol. 46 N° 27

Étude des crédits du ministère des Relations internationales et de la Francophonie

(Onze heures dix-neuf minutes)

Le Président (M. Bachand) : À l'ordre, s'il vous plaît! Bonjour, tout le monde. Ayant constaté le quorum, je déclare la séance de la Commission des institutions ouverte.

La commission est réunie afin de procéder à l'étude des crédits budgétaires du portefeuille Relations internationales et Francophonie pour l'exercice financier 2022-2023. Une enveloppe de 1 h 45 min a été allouée pour l'étude de ces crédits.

Avant de débiter, Mme la secrétaire, y a-t-il des remplacements?

La Secrétaire : Oui, M. le Président. M. Rousselle (Vimont) est remplacé par Mme Ménard (Laporte); M. Zanetti (Jean-Lestage) est remplacé par M. Fontecilla (Laurier-Dorion); et Mme Hivon (Joliette) est remplacée par M. Arseneau (Îles-de-la-Madeleine).

Le Président (M. Bachand) : Merci beaucoup. Nous allons procéder à une discussion d'ordre général par bloc d'environ 20 minutes, incluant les questions et les réponses. La mise aux voix de ces crédits sera effectuée à la fin du temps qui est alloué, vers 13 heures.

Comme nous avons débuté nos travaux à 11 h 18 et qu'une période 1 h 45 min est dédiée à l'étude sur ce volet, y a-t-il consentement pour soustraire trois minutes de l'enveloppe du temps du gouvernement afin de terminer à l'heure prévue?

Des voix : Consentement.

Discussion générale

Le Président (M. Bachand) : Consentement. Merci beaucoup. Donc, il me fait plaisir de céder la parole, pour un premier bloc, à la députée de Laporte pour un temps de 19 min 4 s. Mme la députée de Laporte, s'il vous plaît.

• (11 h 20) •

Mme Ménard : Merci. Merci beaucoup. Alors, M. le Président, je vous salue. Mme la secrétaire, je vous salue, Mme la ministre et tous les gens qui vous accompagnent, mes collègues députés du gouvernement, des oppositions. Alors, je suis très heureuse d'être avec vous, ce matin, pour passer à travers les crédits des Relations internationales.

Alors, M. le Président, naturellement, les images en provenance de l'Ukraine sont des plus préoccupantes et ne laissent personne indifférent. L'invasion russe est une attaque frontale à la démocratie ukrainienne et, par le fait même, à l'ensemble des démocraties du monde. D'ailleurs, je tiens à saluer le courage du peuple ukrainien face à l'adversité, à tout ce qui passe, là. C'est terrible. On a des images qui nous arrachent le cœur, c'est épouvantable. Alors, c'est une période très sombre pour le pays et dans l'histoire de l'humanité.

Alors, devant l'ampleur de la situation, j'aimerais entendre la ministre sur comment elle prend tout ce qui se passe quand on voit la violation du droit international de l'intégrité territoriale et la souveraineté de l'Ukraine par la Russie.

Le Président (M. Bachand) : Merci. Mme la ministre.

Mme Girault : Merci beaucoup. Alors, à mon tour, je vais saluer les gens dans la salle. Alors, M. le Président, Mme la secrétaire, chers collègues, chers collègues de chez nous et chers collègues aussi députés de l'opposition, toutes les équipes aussi qui sont derrière, qui ont travaillé très, très fort sur ces crédits, alors bienvenue et merci d'être là aussi, de nous supporter, bonjour aussi.

Et j'aimerais juste prendre un petit deux minutes pour faire un petit mot sur ma collègue, en fait, députée de Laporte, parce que je sais que c'est vos derniers crédits. Donc, j'aimerais vous féliciter, d'abord, pour votre carrière politique. Puis j'espère que vous avez... je suis certaine que vous avez plein d'autres plans puis je vous souhaite bon succès dans tous vos futurs plans, après cette carrière politique. On a déjà été presque ex-collègues dans une vie précédente puis là on se trouve collègues. Donc, ça m'a fait grand plaisir de travailler avec vous durant les quatre dernières années.

Mme Ménard : Merci, Nadine. Merci beaucoup.

Mme Girault : Maintenant, pour revenir à la question sur l'Ukraine., effectivement, c'est une situation qui est très difficile, c'est une situation qui est très dommageable, qui vient nous chercher vraiment au plus profond. C'est certain qu'au niveau du Québec on n'a pas autant de latitude que, par exemple, au niveau d'un pays comme le Canada, mais on a quand même agi rapidement et on a fait beaucoup avec l'Ukraine dans ce cas-là. Donc, dans les premiers jours du conflit, j'ai vraiment pris les devants pour dénoncer la Russie en Chambre. D'ailleurs, on a fait... et sur toutes les tribunes possibles.

J'ai aussi été en mission, le 16 mars, pour rencontrer mes homologues puis mener, surtout, l'Organisation internationale de la Francophonie vers l'adoption d'une résolution qui condamnait ou qui réprouvait la guerre en Ukraine. Je vous dirais que ça a été un travail qui a été très, très complexe. C'est une organisation qui comporte 88 pays différents, donc ça a été très complexe de vraiment arriver à cette résolution-là, mais on y est arrivé. Et, pour moi, c'était vraiment essentiel que cette résolution-là réprouve vraiment de façon catégorique l'invasion de l'Ukraine par la Turquie... par la Russie, pardon.

J'ai aussi pris rapidement contact avec l'ambassade d'Ukraine au Canada. Je les ai rencontrés. J'ai rencontré aussi les représentants de cette communauté ukrainienne au Québec... du Québec, en fait, d'une façon virtuelle au mois de mars puis d'une façon en personne, vraiment, le 7 avril. Donc, on s'est vraiment mis en mode action, on s'est vraiment mis en mode collaboration pour offrir tout le soutien possible qu'on pouvait avoir... qu'on pouvait donner à l'Ukraine.

On a débloqué d'ailleurs, au total, 1,1 million en aide humanitaire, un premier 300 000 \$ qui avait été annoncé et qui a été accordé à deux organismes... pour, justement, les organismes qui sont déjà installés là-bas, Médecins du monde et la Croix-Rouge canadienne, justement, pour s'assurer qu'on agisse rapidement envers l'Ukraine, qu'on agisse de façon très rapide, mais aussi de façon très pointue et, en même temps, qu'on s'assure que les actions soient faites sur le terrain. C'est pour ça qu'on a choisi deux organismes qui sont déjà déployés sur le terrain et qui sont déjà sur... qui ont déjà des interactions et des partenariats avec des organismes terrain, donc pour s'assurer que cette action-là soit mise en place le plus rapidement possible.

C'est évident qu'on... évidemment qu'on suit la situation de très, très près. On est très proches aussi de la communauté ukrainienne du Québec. Donc, on fait tout en notre pouvoir pour les aider le plus possible puis aider aussi dans le cadre de l'accueil des Ukrainiens, pour les gens qui viennent ici, qui viennent se réfugier, en fait, au Québec.

Le Président (M. Bachand) : Merci. Mme la députée de Laporte.

Mme Ménard : Oui. Alors, je vais revenir sur l'aide que vous venez juste de parler. Je reviendrai aussi sur l'OIF. Vous avez annoncé... en fait, au total, vous avez annoncé 1,1 million de dollars. Et je sais, là, que c'est les montants à peu près que l'on donne lors d'événements, là, de la sorte, mais celui-là, il est quand même différent des autres situations qu'on a vécues avec d'autres pays. Je pose la question suivante : Est-ce que vous trouvez que 1,1 million, c'est assez? Puis est-ce que vous ne devriez pas penser à doubler ce montant-là? C'est une situation incroyable, là.

Le Président (M. Bachand) : Mme la ministre.

Mme Girault : En fait, c'est une situation, effectivement, qui est absolument incroyable. Puis on a... le 1,1 million, on l'a offert, en fait, avec des... en phases. Donc, je parlais du 300 000 \$, du premier 300 000 \$ de tout à l'heure, on a aussi ouvert un appel à projets de 700 000 \$ pour aider encore des organismes et pour inviter des organismes à soumettre une proposition pour qu'on puisse les aider aussi en coopération internationale. Donc, là aussi, on a des organismes qui ont été choisis, donc avec lesquels on a travaillé puis avec lesquels on a déployé cette somme-là aussi.

Et ce qu'on fait, c'est qu'on travaille de très, très proche avec la communauté ukrainienne. Et la communauté ukrainienne nous avait dit : Ce qu'on a besoin, c'est... on a besoin de transport. On a des marchandises. D'ailleurs, je suis allée visiter, moi-même, l'église ukrainienne, j'ai été les rencontrer. Ils ont des marchandises, vraiment, là, qui vont jusqu'au plafond dans certaines salles. Et ce qu'ils avaient de besoin... ce dont ils avaient besoin, c'est la possibilité d'envoyer ces marchandises-là.

Donc, on a essayé de travailler avec plusieurs compagnies aériennes. Et finalement, en discutant avec eux... puis on leur a demandé carrément ce qu'ils préféraient, et ce qu'ils préféraient, c'est qu'on leur donne une somme d'argent qui était capable... qui les rendait capables, eux, de justement prendre ces marchandises-là et de les envoyer en Ukraine, et c'est exactement ce qu'on a fait. C'est pour ça qu'on a annoncé une aide additionnelle de 100 000 \$, donc, et cet organisme-là... On l'a donné à la communauté ukrainienne, et eux vont faire affaire avec l'organisme avec lequel ils font toujours affaire, avec lequel ils sont habitués de faire affaire, je pense, ça s'appelle le Atlantic Ukrainian Association, c'est ça.

Donc, avec l'Atlantic Ukrainian Association, ces gens-là sont déjà habitués à envoyer des marchandises, ils en ont envoyé d'ailleurs depuis le début de la guerre et ils ont aussi tout le... je dirais, tout le processus complet qui est établi, parce que ce n'est pas juste d'envoyer la marchandise, c'est quand que la marchandise... quand les biens arrivent là-bas, d'une part, il faut s'assurer qu'on les remette aux bons organismes, qu'on les remette aussi à des organismes qui vont les distribuer. Et aussi, il y a beaucoup... Tout ce qui est la douane, et tout ça, il faut s'occuper de tout ça aussi. Donc...

Le Président (M. Bachand) : Merci, Mme la ministre. Mme la députée... parce que le temps file rapidement. Mme la députée de Laporte.

Mme Ménard : Merci. Tantôt, vous avez parlé du 700 000 \$ et vous avez parlé d'appel de projets. Alors, est-ce que vous avez reçu des projets? Vous aviez fait la même chose l'année dernière, à nos crédits l'année dernière, c'était le Liban, je pense, et vous aviez annoncé 1 million aussi et vous aviez... vous m'aviez répondu que c'était par projets.

Mme Girault : Oui.

Mme Ménard : Alors, d'abord, un, est-ce que les projets ont été réalisés? Est-ce qu'on a donné cet argent-là au Liban? Et là, avec les projets que vous avez demandés... Finalement, soumettez-nous des projets, puis on va vous donner l'argent. Les avez-vous eus, ces projets-là, puis est-ce qu'on va déboursier l'argent?

Mme Girault : Oui, effectivement, l'appel à projets a été fermé. Il a été fermé... Je ne me souviens pas de la date exacte, là, mais l'appel à projets a effectivement été fermé. On a reçu des soumissions de projets, et les mandats ont été donnés déjà. On a cinq organismes qui ont reçu déjà les fonds pour mettre en place les projets dont on avait... dont ils avaient...

Mme Ménard : Pour l'Ukraine, là, vous me parlez?

Mme Girault : Pour l'Ukraine, oui, oui. Pour l'Ukraine, oui, oui. Les fonds ont été déboursés.

Le Président (M. Bachand) : Oui, allez-y, Mme la députée, oui.

Mme Ménard : Merci. En ce qui concerne le Liban, on a posé la question, et la réponse a été qu'aucune somme n'a été versée en aide humanitaire au Liban au cours de l'année 2021-2022. Diable!

• (11 h 30) •

Mme Girault : C'est en 2021 que ça a été fait au Liban.

Mme Ménard : Oui, mais là on a posé la question pour l'aide au Liban, et on nous répond qu'il n'y a pas d'argent qui a été déboursé en 2021.

Mme Girault : C'est ça, en 2021-2022, il n'y en a pas eu. C'est en 2020-2021 qu'il y a eu de l'argent au Liban. C'est deux années... Donc, l'année 2020-2021...

Mme Ménard : Alors, pourquoi qu'ils nous répondent que 2021, il n'y a pas eu d'argent?

Mme Girault : Je ne le sais pas. C'est l'année financière, là.

Mme Ménard : C'est la question 56, RP-56. Ça fait que, peut-être, juste vérifier ça.

Mme Girault : Peut-être parce qu'on a regardé juste sur l'année... On n'a peut-être pas l'année financière comme...

Mme Ménard : O.K. Alors, ça va pour celle-là. Peut-être juste regarder, parce que, définitivement, il semble que l'argent n'aurait pas été donné, puis vous aviez eu des projets.

Mme Girault : Non, il a été donné, oui, oui.

Mme Ménard : Alors, O.K., aux 700 000 \$... Donc, vous avez reçu des projets et vous allez distribuer l'argent cette année.

Mme Girault : Débours, oui.

Mme Ménard : Tantôt, vous m'avez parlé de l'OIF et que vous avez... vous les avez... En fait, vous leur avez donné... vous avez fait une certaine pression pour qu'ils puissent sortir s'exprimer. Mais je me souviens que le 7 mars, notre... ma cheffe et moi-même, on avait demandé au gouvernement d'assumer du leadership et de mettre de la pression, et ce n'est que trois semaines plus tard que vous avez...

Pouvez-vous m'expliquer le délai? Pourquoi qu'il y a eu un si long délai avec l'OIF? Parce que l'OIF, là, on y contribue largement, et, je ne sais pas, il me semble qu'on devrait être beaucoup plus près d'eux qu'on a semblé l'être en tout cas. Pouvez-vous m'expliquer pourquoi que ça a pris autant de temps?

Mme Girault : En fait, l'OIF... Ce qu'il est important de réaliser, que l'OIF, c'est une immense organisation, l'Organisation internationale de la Francophonie. Et l'OIF, à chaque année, fait la... en fait, a fait, cette année, la Conférence ministérielle de la Francophonie, et nous, on voulait profiter, justement, de la Conférence ministérielle de la Francophonie, qui est le plus gros événement, je dirais, de l'OIF, qui rassemble tous les ministres de la francophonie de l'OIF... et cet événement-là, dont on voulait... c'est là, spécifiquement, qu'on voulait mettre de la pression pour faire en sorte de faire tourner la décision de l'OIF. Et c'est très difficile de faire... En fait, on aurait pu y aller à la pièce, mais, dans ce cadre-là, l'organisation de l'OIF avait déjà statué que la CMF, en fait, la Conférence des ministres de la Francophonie se tiendrait à Paris, les dates étaient déjà positionnées. Donc, nous, ce qu'on a fait, c'est qu'on a commencé à travailler avec la secrétaire générale de l'OIF. On avait déjà fait des contacts avec elle auparavant, avant même d'arriver à Paris, mais il y avait... Comme je vous ai dit, il y avait beaucoup, beaucoup de...

Une voix : ...

Mme Girault : ...de résistance... merci, je m'en allais dire «pushback». Il y a eu beaucoup, beaucoup de résistance au niveau des différents pays de l'OIF. Donc, on voulait s'assurer qu'on soit à la conférence, justement, pour pouvoir mettre toute cette pression-là, et d'ailleurs c'est ce qui est arrivé, et ce qui a bénéficié... ce qui a été très

bénéfique, parce qu'on a été capables d'avoir la résolution qu'on voulait, avec les termes qu'on voulait dans la résolution. Et la raison pour laquelle il y a l'écart... en fait, l'écart, c'est juste une question de s'assurer qu'on soit à la CMF. Et le travail qui a été fait en arrière de ça a déjà... avait déjà été débuté avant même qu'on le mentionne lors de la période de questions, parce que, de notre côté à nous, c'était évident qu'il fallait absolument que l'OIF sorte puis il fallait qu'elle sorte...

Le Président (M. Bachand) : Merci.

Mme Girault : ...et ça traînait beaucoup trop. Et on avait commencé à mettre de la pression, déjà, depuis plusieurs semaines auparavant.

Mme Ménard : Donc, vous aviez...

Le Président (M. Bachand) : Allez-y, Mme la députée, oui.

Mme Ménard : Merci, M. le Président. Donc, le 7 mars, vous aviez déjà, avant ça, parlé avec l'OIF pour... C'est ce que vous me dites, là.

Mme Girault : Oui, parce que le 16 mars, j'étais à Paris pour négocier. Donc, il y avait eu des échanges puis des textes, au préalable, avant le 16 mars, là, puis...

Mme Ménard : O.K. Parce que ça m'a paru long avant qu'il se passe quelque chose. Alors, je me demandais... j'essayais de comprendre pourquoi ça avait pris autant de temps. Alors...

Mme Girault : Oui, mais... savait qu'au mois de mars il y avait la conférence, on savait aussi qu'on ne pourrait pas du tout... parce que tous les échanges qu'on avait faits puis toutes les... tous les échanges qu'on avait faits et tous les... oui, les échanges qu'on avait faits avec la secrétaire générale et avec l'équipe de la secrétaire générale, ça faisait en sorte qu'à l'OIF, pour prendre une décision comme ça il faut qu'il y ait consensus et, pour avoir consensus, il faut qu'ils rencontrent tout le monde, il faut qu'ils parlent à tout le monde.

Donc, l'occasion parfaite, c'était vraiment le 16 mars dernier, quand je suis allée à Paris pour négocier, vraiment, la résolution. Et je vous dis que c'était vraiment utile qu'on le fasse en personne parce que ça a été une négociation qui a été très, très aride et longue. Malgré le fait que les équipes avaient déjà commencé à négocier depuis plusieurs semaines auparavant, ils n'arrivaient pas à conclure sur la résolution.

Mme Ménard : Et vous, comme ministre, vous les avez contactés quand?

Mme Girault : Ah, mon Dieu! Contacté l'OIF?

Mme Ménard : Oui.

Mme Girault : J'ai des contacts réguliers avec l'OIF, honnêtement.

Mme Ménard : Mais pour leur demander, là, de faire... de sortir, finalement?

Mme Girault : Bien, quand la question m'avait été posée, je pense que c'était au début mars, j'étais déjà en contact avec l'OIF, parce que, dès que ça a commencé avec l'Ukraine puis que les organisations ont commencé à sortir, on s'est dit : bien là, il faut que l'OIF sorte, puis, dès qu'on s'est dit : il faut que l'OIF sorte, on a commencé tout de suite à parler avec l'OIF, puis notre représentante de l'OIF à Paris, Claire Deronzier, avait commencé, elle aussi, les... quand on est arrivés, oui, elle avait commencé déjà à discuter avec eux. Et quand moi, je suis arrivée, le 16 mars dernier, les négociations... ça faisait déjà plusieurs semaines qu'ils étaient en train de négocier puis d'essayer, justement, de faire une résolution.

Mme Ménard : Parce que quand je regarde le règlement de la Conférence ministérielle de la Francophonie, à l'article 4.4, ça dit que «la conférence peut, en cas d'urgence, se réunir dans une session extraordinaire», donc ils n'ont pas à attendre deux semaines ou trois semaines, finalement. Ils peuvent se... ils peuvent adresser ça immédiatement et adresser... Finalement, ils disent : «...sur demande, adressée à son président, par au moins 10 de ses membres, et sur convocation par le secrétaire général. Dans ce cas, la conférence ministérielle se réunit dans les 15 jours suivant la convocation.» Alors, c'est à quel moment, vous, vous avez demandé que la conférence ministérielle s'assoie?

Mme Girault : Moi, je n'ai pas demandé que la conférence ministérielle se réunisse. Elle était déjà fixée, la conférence ministérielle, parce qu'on en a une, conférence ministérielle. C'est l'OIF qui choisit quand on s'est réunis. Puis l'OIF est une organisation indépendante, donc c'est... la conférence ministérielle était déjà placée. Puis, en fait, ce qu'on voulait faire, c'est qu'on voulait influencer le plus possible. Vous savez qu'il y a 88 États et chacun des États, dans l'OIF, a le même statut. Donc, on voulait influencer et pousser davantage et on l'a fait par le biais de cette conférence-là. Mais déjà... au départ et au préalable, il y avait déjà plusieurs discussions qui avaient été prises.

Mme Ménard : En fait, là, je vais juste vous dire ça, là, puis c'est... António Guterres a dénoncé, lui, rapidement le conflit et puis Louise Mushikiwabo, elle, est restée muette, elle n'a pas dit un mot. Alors, c'est pour ça que ça... je voulais savoir, vous, vous êtes intervenue quand, parce que ça a pris du temps.

Mme Girault : C'est ça, bien, nous, on mettait de la pression sur la secrétaire générale. Mais la secrétaire générale va faire en sorte d'avoir... elle ne prendra pas de décision sans avoir le consensus. Ils fonctionnent par consensus à l'OIF.

Le Président (M. Bachand) : Merci beaucoup. M. le député de Laurier-Dorion, pour 14 min 18 s.

M. Fontecilla : Merci, M. le Président. Je salue la ministre, ainsi que le personnel du ministère des Relations internationales, et ainsi que tous mes collègues députés. Ça me fait plaisir d'être ici avec vous aujourd'hui.

Je vais continuer sur l'Ukraine, Mme la ministre, si vous permettez. J'ai peut-être... j'ai ici une liste des organismes de coopération internationale qui se partagent une enveloppe de 1 million, là, vous en avez fait mention, et je suppose qu'elle est exhaustive, là : Avocats sans frontières, Collaboration Santé internationale, Croix-Rouge canadienne, division du Québec, Développement et Paix, Partenaires Canadiens pour la Santé Internationale, Médecins du Monde Canada.

Ma question est très précise. Dans l'absolu, il y a deux stratégies d'aide, là, soit concentrer dans un... l'aide dans un domaine précis, parce qu'on a une expertise où on peut faire une différence, ou disperser pour atteindre plusieurs objectifs. J'ai de la difficulté à voir c'est quoi votre stratégie, là, d'aide à l'Ukraine à travers ces différents financements. Est-ce qu'il y en a une? Est-ce que vous visez de l'aide à plusieurs secteurs ou, en préférence, une? Mais quelle est la stratégie du ministère ce concernant?

• (11 h 40) •

Mme Girault : Bien, dans un premier temps, le premier 300 000 \$, c'était vraiment une stratégie où est-ce qu'on voulait aider le plus rapidement possible au niveau de l'appui à... de l'accès à des soins de santé, du soutien... C'est pour ça qu'on est allés vers Médecins du monde et vers la Croix-Rouge canadienne. Dans un deuxième temps, c'était d'ouvrir le soutien aux organismes de coopération internationale québécois, mais qui ont des partenaires là-bas. Donc, c'est très... ce n'est pas évident de faire un focus, je vous dirais, sur différentes... sur des secteurs très, très spécifiques parce que, justement, en coopération internationale, on ne sait pas ce qui se passe là-bas, là, on ne sait pas quels organismes sont là-bas, on ne sait pas comment ça se passe sur le terrain.

Donc, on s'est dit : on va offrir un montant d'argent. Les gens qui sont déjà installés, qui ont déjà des structures sur le terrain, qui ont déjà des organismes sur le terrain, qui sont déjà prêts à travailler tout de suite, parce qu'ils sont déjà sur place, à ce moment-là, ces gens-là vont ouvrir un projet, et c'est exactement ce qui est arrivé. Les gens qui ont ouvert et qui ont présenté des projets à l'intérieur de l'appel à projets, ce sont des gens qui ont déjà des réseaux très bien développés en Ukraine, où ils sont capables de prendre ces fonds-là et de, tout de suite, les utiliser là-bas.

M. Fontecilla : Donc, je suppose que vous allez acquérir... à travers ce financement-là, vous allez recevoir des rapports, des bilans, etc., vous allez acquérir une expertise...

Mme Girault : C'est sûr.

M. Fontecilla : ...et vous allez... en tant que gouvernement, plus à même de définir davantage où l'aide est la mieux... l'argent donné pourrait être utilisé de la meilleure façon possible. Parce que là, je constate que... et je comprends, vous n'avez pas... le ministère a peu d'informations, donc on va de façon générale. Mais est-ce que vous pensez, à un moment donné, resserrer l'aide à des objectifs plus précis, là?

Mme Girault : Bien, en fait, les organismes qu'on a... auxquels on a donné des fonds, auxquels on a offert des fonds dans le 700 000 \$ et dans le 300 000 \$, on sait... un des critères qu'on regardait, c'est non seulement leur capacité de livrer le ou les services qu'ils veulent livrer sur le terrain, mais aussi toute la reddition de comptes qu'on va faire avec ça, parce qu'on veut s'assurer que ce qu'on envoie soit utilisé à bon escient.

M. Fontecilla : Tout à fait.

Mme Girault : Donc, oui, effectivement, puis c'est... il y a eu des organismes qui ont été éliminés de l'appel à projets parce qu'ils n'avaient pas cette capacité-là. Parce que c'est important pour nous, comme gouvernement... c'est de l'argent du gouvernement, c'est de l'argent des citoyens, donc, c'est important pour nous, comme gouvernement, qu'on sache exactement où cet argent va aller, où est-ce qu'il va être déployé puis comment ça va se faire, et ça, c'était une des... un des critères principaux importants qu'on avait à l'intérieur des appels à projets, qu'on a toujours, d'ailleurs, dans les appels à projets.

M. Fontecilla : Très bien. Je veux changer de sujet, si vous permettez, Mme la ministre, un nouveau sujet qui ajoute... qui nous concerne et qui nous préoccupe fortement, là, c'est la probabilité, la grande probabilité que les États-Unis restreignent sérieusement le droit à l'avortement. Est-ce que votre ministère pourrait jouer un rôle dans ce débat-là et, concrètement, financer des organismes qui font la promotion du planning familial à travers le monde, même aux États-Unis?

Mme Girault : Bien, écoutez, hier, c'est sûr qu'il y a eu une fuite de la Cour suprême, là. C'est sûr que c'est très, très inquiétant, moi, je trouve, qu'une loi aussi importante que sur le droit des femmes soit remise en question aux États-Unis. D'ailleurs, hier, je rencontrais l'ambassadeur des États-Unis au Canada, que vous avez vu aujourd'hui, là, à la période de questions. J'ai eu une rencontre privée avec lui hier, et c'est un sujet qu'on a discuté aussi et... Mais si cette décision-là se concrétise, c'est évident que c'est un recul majeur pour les droits et libertés, liberté de choix puis le droit des femmes. Puis, de la même façon que je le fais avec tous les autres enjeux qu'on a dans différents pays, c'est sûr que je vais le mentionner puis je vais le soulever chaque fois que je vais avoir une rencontre avec des dignitaires ou... des dignitaires, oui, des États-Unis, parce que c'est quelque chose qui est très important pour nous.

Maintenant, est-ce que nous, ça nous... nous, au Québec, ça nous influence ou ça nous... Non, il n'y aura pas vraiment d'impact pour le Québec, parce que nous, l'avortement, la question de l'avortement ou du droit de... on va dire, l'avortement est réglé au Québec depuis longtemps. Donc, ça ne va pas vraiment nous influencer, nous. On a été d'ailleurs précurseurs là-dedans, on a été les premiers à donner vraiment le choix, donc, le choix puis on va toujours, toujours défendre le droit des femmes puis leur liberté de choix. On va suivre la situation de très, très près, ça, c'est certain. On est en grande collaboration avec notre bureau de Washington, parce qu'à Washington on peut faire des pressions très différentes de ce qu'on fait ailleurs aux États-Unis, étant donné qu'on est collés sur, évidemment, la Maison-Blanche et tout. Donc, on fait ce qu'on a à faire avec le bureau de Washington puis on reste vraiment très, très collés sur cette décision-là des États-Unis.

M. Fontecilla : Mais est-ce que, pour vous, ce serait envisageable d'avoir un volet... de financer un volet de promotion du planning familial et du libre choix?

Mme Girault : Aux États-Unis?

M. Fontecilla : Là où on en a besoin, là.

Mme Girault : Bien, je pense qu'ici, déjà on a des... pas nécessairement au ministère des Relations internationales, mais déjà, ici, dans différents ministères...

M. Fontecilla : Mais à l'étranger, je veux dire.

Mme Girault : Ah! à l'étranger? O.K., à l'étranger, écoutez, ce sera quelque chose qu'il faudra regarder à un moment donné, si on en arrive là, là. Puis on fait... Ce qui est important, c'est qu'on fasse connaître nos valeurs, qu'on fasse connaître aussi notre inconfort ou notre... inconfort, je dirais, oui, avec cette décision-là, puis ça, on le fait de façon très, très régulière, là.

M. Fontecilla : Très bien. Merci. Écoutez, le 6 mai 2021, l'Assemblée nationale a adopté une motion, là, concernant une demande au gouvernement fédéral afin que celui-ci suspende les brevets sur les vaccins contre la COVID-19. Et il y a une autre résolution, qui a été adoptée le 21 décembre dernier, donc, demandant de contribuer à la nécessaire opération de vaccination mondiale contre la COVID-19. Donc, l'Assemblée nationale a, deux fois... à deux reprises, a voté unanimement sur ces sujets-là. J'aimerais savoir si le ministère des Relations internationales a entrepris quelque chose par rapport à ces motions-là.

Mme Girault : Par rapport aux motions des vaccins? Pouvez-vous juste répéter? Parce que je ne comprends pas la question, là.

M. Fontecilla : ...une motion qui disait... qu'elle demande au gouvernement canadien... au gouvernement du Québec de faire pression sur le gouvernement canadien afin que celui-ci vote également en faveur de cette résolution, qui est... qui vise à suspendre les brevets des vaccins contre la COVID, et une deuxième résolution qui demande aux gouvernements du Québec et du Canada de contribuer à la nécessaire opération de vaccination mondiale contre la COVID-19. Donc, deux résolutions qui ont été votées l'année passée. Est-ce que le ministère des Relations internationales a fait quelque chose par rapport à ce sujet-là?

Mme Girault : Je vous dirais que ce n'est pas vraiment dans le champ d'opération du ministère des Relations internationales. Ce serait beaucoup plus dans le champ d'opération du ministre de la Santé et des Services sociaux, à ce moment-là.

M. Fontecilla : Et suspendre les brevets contre les vaccins de... suspendre les brevets des vaccins, ce n'est pas du domaine des relations internationales?

Mme Girault : Bien, pas à ce que je sache, non. D'abord, d'une part, ce serait plus le ministère des... Santé et Services sociaux, puis tout ce qui est brevets internationaux ou brevets à l'extérieur du pays, ce serait plus du champ d'opération du fédéral aussi, là, du ministre fédéral. Nous, on ne s'impliquera pas dans des interventions internationales à ce niveau-là. Ça va être beaucoup plus au niveau du fédéral que ça va se faire.

M. Fontecilla : Est-ce que le gouvernement du Québec a la latitude nécessaire pour demander au gouvernement canadien d'intervenir sur ce sujet-là, au moins?

Mme Girault : Est-ce qu'on a la latitude? On peut... La motion a été transmise, de toute façon.

M. Fontecilla : O.K. Donc, le rôle... ce que le ministère, votre ministère a fait, c'est de transmettre la déclaration au gouvernement canadien?

Mme Girault : Non, on n'a pas transmis la déclaration au gouvernement canadien. Je pense que la... Il faudrait vérifier, là, si la motion a été transmise, point, mais nous, dans le ministère, on n'a pas transmis la... De toute façon, s'il y avait eu un ministère à transmettre la motion, ça aurait été le ministère de la Santé et des Services sociaux qui aurait transmis la motion au gouvernement fédéral.

M. Fontecilla : Très bien. Écoutez, demain, il va se passer quelque chose d'important. Il est très probable qu'en Irlande du Nord il y a... il va y avoir une élection, et le parti Sinn Féin, qui prône la réunification de l'Irlande, remporte la majorité et obtienne... bien, qu'il gouverne pendant les prochaines années. On sait qu'il y a une importante communauté irlandaise ici, au Québec, là. Est-ce que la ministre a une opinion sur le sujet? Pourrait-elle se prononcer et signifier que le Québec est aux côtés des gens qui veulent la réunification de l'Irlande?

Mme Girault : Bien, écoutez, je pense que je vais me prononcer de la même façon qu'on se prononce dans n'importe quelle élection. Je pense que c'est au peuple à décider ce qu'ils veulent et c'est au peuple... À ce moment-là, on travaillera avec le gouvernement qui aura été choisi par les citoyens, par le peuple.

M. Fontecilla : Très bien. Il y a eu des propositions qui ont... l'année passée, qui... et ça a continué cette année, qui ont fait un grand débat sur la possibilité d'établir une échelle, un taux d'imposition minimum sur les sociétés. Il y a différentes négociations, même les États-Unis, et le président Biden s'est prononcé favorable à étudier cette possibilité-là. Est-ce que vous pensez que le Québec devrait aller sur ce front-là? C'est un sujet international, ça exige une coopération, une concertation internationale, et ce serait un premier pas pour lutter contre les paradis fiscaux. Et j'aimerais ça vous entendre. Est-ce que le gouvernement du Québec est prêt à collaborer à la... pour une lutte contre l'utilisation des paradis fiscaux et l'imposition d'une taxe minimale sur les sociétés?

• (11 h 50) •

Mme Girault : Bien, là encore, je pense que c'est une question qui devrait être dirigée à mon collègue ministre des Finances. Puis, s'il y a des interventions internationales à faire, à ce moment-là, dans son comité, on collaborera avec lui, mais ce n'est pas vraiment une question qui relève du ministère des Relations internationales. Ça va vraiment être plus le ministère des Finances qui va prendre le lead dans ce genre de dossier là et qui va, à ce moment-là, amener autour de lui les intervenants dont il a besoin, là.

M. Fontecilla : Très bien. Il me reste combien de temps, M. le Président?

Le Président (M. Bachand) : ...

M. Fontecilla : Deux minutes? Bien, je vais aller sur un sujet qui concerne le ministère, là, parce que tout ce qui est international, ça semble ne pas concerner le ministère des Relations internationales. Donc, vous avez ouvert un bureau à Bogota, n'est-ce pas?

Mme Girault : Oui.

M. Fontecilla : Écoutez, d'après les descriptions que j'ai lues, c'est un bureau qui va s'occuper beaucoup de recrutement, donc qui va travailler pour amener des travailleurs, etc., et certaines mauvaises langues pourraient parler d'un bureau de recrutement ou d'une agence d'emploi. Mais on sait que dans ce pays, en Colombie, il y a beaucoup de problèmes de droits de la personne. Est-ce qu'au-delà du recrutement de main-d'œuvre pour le Québec, là, vous allez... ce bureau-là va aussi s'occuper de... va regarder ce qui se passe en termes de respect des droits de la personne en Colombie?

Mme Girault : O.K. Bien, vous savez qu'on a 33 bureaux à travers le monde, on touche 18 pays différents et, dans tous nos bureaux, dans tous les bureaux, on s'assure de... entre autres, oui, on va faire du recrutement, mais on s'assure aussi de propager des valeurs québécoises, et, dans les valeurs québécoises, bien, il y en a une qui est, justement, le respect de la personne. Et dans ce cadre-là, Bogota, effectivement, va être un bureau de recrutement, va être un bureau où une des actions, une des stratégies, ça va être du recrutement de personnel, mais ce ne sera pas que ça. On commence par ça, O.K., parce qu'on sait qu'effectivement il y a une très belle clientèle qu'on peut aller chercher à Bogota. Ce sont des gens qui s'intègrent très, très bien ici, qui aiment le Québec, qui valorisent le Québec, donc c'est intéressant d'ouvrir une représentation à Bogota. Ça va être la quatrième représentation du Québec à... la 34e, pardon, à l'étranger et la quatrième en Amérique latine et dans les Antilles. Donc, c'est vraiment un bureau où est-ce qu'on va pouvoir recruter du talent de main-d'œuvre, mais il y a aussi des volets économiques, puis des volets institutionnels, des volets culturels. Donc, tous ces volets-là vont se rajouter au fur et à mesure qu'on va...

M. Fontecilla : Merci, Mme la ministre.

Le Président (M. Bachand) : Merci. Mme la députée de Laporte, s'il vous plaît.

Mme Ménard : Alors, de retour sur les montants qui ont été, là, alloués pour l'Ukraine, j'ai une question, et j'aimerais clore ce sujet-là, là, échanger sur un autre sujet, toujours pour l'Ukraine, mais sur un autre sujet. Je vous ai demandé : Est-ce que vous trouviez suffisant le montant que vous avez annoncé, qui était de... Étant donné, là, que c'est des... les conséquences de ce qui se passe là-bas sont énormes, est-ce que vous êtes à l'aise, vous êtes confortable avec le 1,1 million? Est-ce que vous êtes prête à vous engager à en donner plus?

Mme Girault : Je vais vous dire que je suis confortable avec le 1,1 million, parce qu'on est en contact constant avec la communauté. Tu sais, oui, on a donné le 300 000 \$, on a donné le 100 000 \$, le 700 000 \$. On est en contact constant avec la communauté et on est vraiment très ouverts à leurs besoins. Et d'ailleurs, le 100 000 \$ qu'on a dégagé, c'était justement... ça venait de la communauté, qui avait besoin de ce transport en avion là pour aller à l'extérieur amener tous ces biens et services... pas services, mais tous ces biens-là en Ukraine.

Donc, on est en contact constant puis on va voir au fur et à mesure. Et pour l'instant, oui, je suis satisfaite parce que, justement, ce contact constant là fait en sorte qu'on est ouverts aux besoins. Puis ils nous... on est devenus très... une collaboration, presque, avec la communauté ukrainienne. Ils nous font part de leurs besoins, et on voit ce qu'on peut faire avec ça.

Mme Ménard : O.K., merci. Alors là, j'aimerais parler de réfugiés. Alors, avec la guerre, là, qui se passe en Ukraine, le changement de régime aussi en Afghanistan, le Québec a pris des engagements, dans la dernière année, à propos des réfugiés de ces deux pays-là. En février 2022, le premier ministre a déclaré que le Québec fera sa part et qu'on serait prêts à accueillir des réfugiés. Alors, j'aimerais... Puis, en Afghanistan, il avait mentionné la même, même chose. Alors, j'aimerais savoir à quelle hauteur le Québec a su faire sa part dans le nombre des réfugiés.

Mme Girault : Écoutez, moi, je n'ai pas... honnêtement, je n'ai pas ces chiffres-là avec moi parce que ce n'est pas... c'est plus au MIFI, ministère de l'Immigration, qu'il faudrait demander ce type d'information là, parce que c'est vraiment... l'accueil des réfugiés est la responsabilité du MIFI. Donc, oui, on veut faciliter la réunification des familles ukrainiennes. On a mis en cours, d'ailleurs, plusieurs... puis quand je dis «on», c'est le gouvernement... on a mis en cours plusieurs programmes humanitaires. On aide aussi, dans certaines communautés, les organismes qui accueillent les Ukrainiens, mais vous dire exactement, spécifiquement, combien sont arrivés, ça, je n'ai pas ces chiffres-là.

Mme Ménard : Parce qu'à chaque crédits, à chaque fois que je vous ai posé des questions, vous avez toujours dit que le gouvernement ne travaillait pas en silo, que vous travailliez tous ensemble.

Mme Girault : Oui, effectivement.

Mme Ménard : Alors, je ne comprends pas que vous ne soyez pas capable de me donner une idée de ce qui se passe sur ce côté-là.

Mme Girault : Bien, écoutez, je peux vous dire qu'on fait un accompagnement personnalisé des ressortissants ukrainiens. On fait... Lorsqu'ils arrivent au Québec, ils sont accompagnés par un réseau d'organismes du ministère dans leurs démarches d'intégration. Donc, il y a une installation pour la recherche de logement, il y a l'intégration à la vie collective, il y a l'intégration en emploi. Il y a des démarches, aussi, d'immigration, de changement de statut, et tout. On va les accompagner, mais on n'a pas... on ne tient pas le compte de combien d'immigrants sont arrivés.

Mme Ménard : O.K. Pour le nombre d'immigrants... de réfugiés.

Mme Girault : De réfugiés, pardon.

Mme Ménard : Oui, mais combien de... Bon, je vois que vous travaillez... votre ministère travaille là-dessus. Alors, combien de personnes y avez-vous dédiées pour travailler là-dessus? Combien de logements vous avez été capables, là, de trouver pour ces réfugiés? Vous avez dédié des personnes, sûrement, vous avez dédié des dollars aussi, probablement, à cet effet-là. Alors, pouvez-vous nous en parler?

Mme Girault : Bien, actuellement, on a à peu près 95 organismes en intégration qui aident les réfugiés qui arrivent de partout, là, de l'Ukraine ou de... Maintenant, ce sont vraiment des questions... Quand je dis qu'on travaille... On ne travaille pas en silo, effectivement, parce que le comité, notre pôle de vigie qui se... qu'on a mis ensemble, c'était le MIFI, évidemment, le ministère de la Santé, le ministère de la Famille et le MRI. Donc, tous ces gens-là, tous ces ministères-là travaillent ensemble pour coordonner, je dirais, l'accueil des réfugiés. Mais la personne qui chapeaute ce comité-là, c'est vraiment la personne du MIFI, là.

Mme Ménard : O.K. Alors, je vais changer de sujet. Je vais revenir avec l'OIF. Bon, on sait que l'OIF, c'est important pour le Québec, c'est une fenêtre sur le monde, qui nous permet de mettre de l'avant nos valeurs, notre culture, notre identité.

Alors, l'organisation a souvent défrayé les manchettes pour les mauvaises raisons. Au cours des dernières années, il y a eu des allégations récurrentes, et d'ailleurs on en avait parlé aux derniers crédits. Il y a eu un rapport de KPMG, aussi, qui a mis en lumière, là, des pratiques douteuses de dépenses, qui étaient peu surveillées. Il y avait aussi l'ex-administratrice de l'OIF qui a également quitté son poste, en 2020, en raison d'un désaccord avec la secrétaire générale concernant la gestion de l'organisation.

Alors, j'aimerais connaître, là, de... Avec tous les échanges qu'on a eus là-dessus, vous aviez... vous vous étiez engagée à faire des suivis, voir comment s'était maintenue l'administration, qui est... parce qu'on est un membre important, étant donné que ça coûte, aux contribuables, 10 millions par année, d'être membre de l'OIF. Alors, il faudrait connaître, là, de quelle façon vous gérez... en fait, que vous suivez les façons de faire de l'OIF.

• (12 heures) •

Mme Girault : Bien, juste une petite chose que j'aimerais rectifier, là, en fait, l'OIF, ça nous coûte à peu près 5 millions par année. C'est la francophonie au total qui nous coûte 10 millions, mais l'OIF, c'est vraiment 5 millions.

Maintenant, ce qu'on a fait, on a fait plusieurs choses. Au départ de l'ancienne administratrice, on s'est assurés aussi que le nouvel administrateur qui était mis en place soit... réponde à nos objectifs aussi et réponde à nos attentes aussi, ce qui est fait. D'ailleurs, moi, je l'ai rencontré à deux reprises, là, ce qui est fait. Et je vous dirais qu'on a aussi contribué beaucoup à la stratégie économique de l'OIF, parce qu'on veut vraiment qu'elle prenne une tendance, aussi, économique. Et là on a été... je dirais que le Québec a été vraiment le porteur de cette stratégie-là, tant avec notre responsable de l'OIF qu'on a à Paris, donc Claire Deronzier, qu'avec notre... qui était carrément la coprésidente de ce comité-là, qu'avec aussi notre déléguée générale, Michèle Boisvert.

On a aussi fait valoir nos priorités, qui sont maintenant les priorités aussi de plusieurs des secteurs de l'OIF, donc l'économie, le numérique, la langue française puis la modernisation de l'OIF. Et quand on entend de... quand on parle de modernisation, on parle de gouvernance qui est beaucoup plus transparente, on parle de reddition de comptes aussi qui est beaucoup plus stricte et beaucoup plus régulière. Et il faut rendre... il faut se rendre compte aussi que, quand on parle de l'OIF et de francophonie, chaque dollar qu'on reçoit... qu'on investit, c'est-à-dire, je m'excuse, chaque dollar qu'on investit, on reçoit 2,18 \$ en retombées économiques.

Donc, c'est une... L'OIF, c'est une organisation qui est très importante, surtout maintenant qu'on est en train de faire un virage un peu plus économique, et c'est une organisation... Moi, j'arrive de Paris, où est-ce que j'étais là le 16 mars, puis je vous dirais que j'ai plusieurs des ministres dans la salle qui ont voulu nous rencontrer parce qu'ils veulent faire affaire avec le Québec. Donc, particulièrement, il y a beaucoup de pays d'Afrique, évidemment, qui sont inclus dans... qui sont membres de l'OIF, et les pays d'Afrique sont très friands du Québec et très friands de faire affaire avec les entrepreneurs et les organisations du Québec.

Donc, oui, effectivement, l'OIF a eu certaines problématiques, il y a quelques années et l'année passée, mais, en même temps, on a mis des mesures en place et on a mis des structures en place qui font en sorte aussi qu'on a une gouvernance qui est beaucoup plus transparente maintenant.

Mme Ménard : Merci. Le Québec fait souvent bonne figure... a fait souvent bonne figure auprès de plusieurs pays, alors, notamment en Afrique. Alors, j'aimerais connaître si... On avait déjà parlé d'une stratégie. Alors, j'aimerais vous entendre où vous en êtes avec ça.

Mme Girault : Bien, écoutez, ça tombe bien parce que ça va me permettre de parler de nos stratégies. Donc, effectivement, on avait lancé la Vision internationale du Québec il y a maintenant presque trois ans, et cette vision-là repose sur... cette vision-là, c'est... a découlé, en fait, en cinq stratégies territoriales dont quatre ont déjà été lancées. La cinquième s'en vient très bientôt, là. Et une de ces stratégies territoriales là, c'est, entre autres, la stratégie pour l'Afrique, et l'Afrique, on a une stratégie où... ça suit un petit peu ce que je disais tout à l'heure, où on veut vraiment axer, entre autres, sur le pilier économique, et c'est ce qu'on nous demande, parce que je raconte toujours que...

Je prends toujours mon exemple de la maison où est-ce que... puis je l'ai donné l'an passé aussi, où est-ce que notre diplomatie d'influence a vraiment été la base de notre diplomatie à travers le monde depuis 20, 30, 40, 50 années, 60 ans même. Puis maintenant, on met le deuxième étage qui est notre diplomatie vraiment économique. Et, quand je rencontre les gens, les ministres africains, puis je viens d'en rencontrer plusieurs, d'ailleurs, au mois de mars, ce qu'on me dit, c'est : O.K., c'est beau la coopération internationale, mais maintenant, on veut faire de la business avec vous autres.

Donc, on a une passerelle vraiment multisectorielle, dans cette stratégie Québec-Afrique là, où est-ce qu'on va parler... Le premier pilier, c'est vraiment l'économie; le deuxième, c'est l'éducation et l'enseignement supérieur, parce que c'est très, très fort aussi, là-dessus, en Afrique, et les échanges sont déjà en place, et ça s'améliore de plus en plus. On a la culture, évidemment, la solidarité internationale qui reste là, et le renforcement des capacités institutionnelles, sur lequel on travaille aussi beaucoup avec eux. Donc, c'est vraiment une stratégie qui est axée sur cinq piliers différents, et cette stratégie-là, c'est une stratégie qui a été lancée dernièrement, là, pour, justement, l'Afrique.

Mme Ménard : À la page 13 de votre vision, vous décrivez les fondements de l'action internationale du Québec. On peut lire, là : «Partenaires d'abord, investisseurs ensuite.» Certains de nos partenaires de la Francophonie traversent des crises. Le Canada et le Québec ont une voix importante dans l'espace francophone, notamment à travers l'OIF. Alors, quelles réponses, quelles solutions pouvez-vous apporter face à ces enjeux urgents pour mettre en action la diplomatie d'influence du Québec?

Mme Girault : C'est une très bonne question.

Mme Ménard : J'espère.

Mme Girault : Je vous dirais que la façon dont on travaille au niveau de la diplomatie du Québec, c'est qu'on travaille à partir de nos bureaux. Donc, on a 33 bureaux, 34 bientôt avec Bogota. Donc, on a 34 bureaux, et ce qu'on fait, c'est qu'on fait de l'encadrement. On fait de l'échange d'expertise. On fait du support à l'intérieur de ces 34 bureaux là avec du rayonnement dans les pays autour. Maintenant, on a des bureaux en Afrique. On en aura partout, évidemment. Donc, on fait exactement la même chose avec l'Afrique. Donc, on fait du rayonnement à partir de nos bureaux sur ce type d'information là... sur ce type d'action là, je dirais, puis ce qu'on veut faire aussi, c'est d'augmenter nos actions diplomatiques d'influence, justement. Ça, c'est dans notre plan stratégique 2019-2023. Donc, en 2021, on a eu des bons résultats. On a un objectif aussi pour 2022, donc... qui sont vraiment d'augmenter nos actions diplomatiques d'influence pour, encore une fois, faire connaître nos valeurs, faire respecter nos valeurs, faire en sorte qu'on peut donner plus de support, plus d'encadrement, et je vous dirais que les pays africains sont très ouverts à ça aussi. Merci.

Mme Ménard : Alors, pour l'Afrique, on en avait parlé beaucoup l'année passée, je me souviens, et alors... mais considérant, là, que plusieurs axes de la stratégie territoriale pour l'Afrique concernent le renforcement du partenariat entre le Québec et les pays africains, est-ce que vous pouvez confirmer que d'autres représentations seront ouvertes? Vous venez de me dire : Il y en a... il n'y en a pas beaucoup. Est-ce qu'il y en aura d'autres qui seront ouvertes pour maximiser, finalement, l'action de votre ministère, puis, si oui, bien, à quels endroits avez-vous pensé, là, les ouvrir?

Mme Girault : Bien, pour l'instant, il n'y aura pas d'autres représentations qui seront ouvertes. On a déjà élargi notre réseau de représentation. On va poursuivre avec Bogota, entre autres, et... pour l'instant, parce que les représentations sont ouvertes en fonction du potentiel. On a fait un indice de potentialité, donc, vraiment en fonction du potentiel du pays. Et, quand on regarde le potentiel du pays ou de l'endroit où est-ce qu'on ouvre une représentation, il faut regarder plusieurs critères. Ça fait que, oui, on regarde effectivement tout ce qu'on peut faire au niveau diplomatie, influence. On regarde aussi au niveau diplomatie économique, mais on regarde aussi... Est-ce que, par exemple, c'est un pays où c'est facile de faire affaire... Est-ce que c'est facile... parce qu'on amène quand même des entreprises dans ces pays-là. Est-ce que c'est un pays qui, par exemple, qui a une stabilité économique ou qui a une stabilité politique? Donc, tout ça aussi... Il y a une vingtaine...

Une voix : ...

Mme Girault : Facilité de transport. Donc, tous ces critères-là sont regardés avant de dire : Oui, ça vaudrait la peine d'ouvrir une délégation ici ou là. Donc, c'est un travail qui est très, très pointu, qui est très détaillé, mais qui est... c'est une analyse qui est très complète avant d'ouvrir une délégation.

Mme Ménard : Et pourquoi... comment vous expliquez avoir pris deux ans et plus pour arriver à livrer une stratégie?

Mme Girault : Bien, en fait, on a sorti la Vision internationale du Québec après un an, en 2019, novembre 2019. Donc, c'était un an après notre élection, dans le fond. Et ensuite de là ont découlé les différentes stratégies, mais c'est parce que la stratégie n'émane pas juste des cerveaux du ministère des Relations internationales, bien que j'ai des très beaux cerveaux autour de moi, mais ça émane aussi de consultations, ça émane aussi de beaucoup de travail qu'on a fait avec les consuls, avec les ambassadeurs, avec les différents États, donc, puis on a aussi eu une pandémie. Donc, lancer une stratégie en plein milieu d'une pandémie, ce n'est peut-être pas la meilleure chose.

Donc, par exemple, moi, j'aurais voulu, puis mon chef de cabinet peut le dire, j'aurais voulu que toutes mes stratégies soient lancées la première année après le lancement de la VIQ, mais ça n'a pas été le cas. Même chose pour la stratégie Europe, par exemple, qu'il nous reste à lancer. C'est notre dernière, là, stratégie Europe. Bien, avec la guerre en Ukraine, on n'est pas tout à fait à l'aise de lancer la stratégie Europe ou on ne l'était pas il y a un mois ou il y a deux mois. Donc, ce sont des aléas de la vie et ce sont des événements sur lesquels on n'a aucun contrôle, mais avec lesquels il faut pallier.

• (12 h 10) •

Mme Ménard : Vous avez également évoqué un sommet Québec-Afrique alterné. Alors, quand aura lieu ce premier sommet?

Mme Girault : Est-ce qu'on a déjà placé le sommet?

Une voix : ...

Mme Girault : Juste un petit instant, je vais demander à ma sous-ministre de répondre. Est-ce que je peux passer la parole à ma sous-ministre pour répondre?

Le Président (M. Bachand) : Est-ce qu'il y a consentement? Consentement. Je vous inviterais à vous identifier, puis il reste 40 secondes au bloc de...

Mme Girault : Oh! 40 secondes.

Mme Barcelo (Sylvie) : Parfait. Sylvie Barcelo, sous-ministre, Relations internationales et Francophonie.

On va avoir, ce juillet, à Québec, le prochain mois de juillet... on va avoir un rendez-vous d'affaires de la Francophonie qui va réunir plus que les gens d'Afrique, mais... et qui est fait avec toute la communauté d'affaires du Québec, dont le Conseil du patronat, Fédération des chambres du commerce, et ça va mettre ensemble tous les intervenants qui veulent, la ministre l'a déjà mentionné, cette stratégie de Francophonie économique. Donc, on va en voir, je dirais, des effets beaucoup plus concrets. Le sommet Québec-Afrique est en train d'être discuté.

Le Président (M. Bachand) : Merci. Désolé, Mme la sous-ministre, je dois passer la parole au député des Îles-de-la-Madeleine pour une période de 14 min 18 s. M. le député.

M. Arseneau : Merci beaucoup, M. le Président. Alors, bienvenue, merci à tous, Mme la ministre, membres de son entourage, collègues députés du parti au pouvoir et de l'opposition.

J'aimerais aborder une question que je trouve importante et même préoccupante, selon l'information qu'on a pu obtenir, concernant une des dimensions des partenariats internationaux qu'on peut avoir avec différents pays à travers le monde. C'est la dimension de la recherche et de l'innovation et la question, justement, des nouvelles entreprises, des jeunes pousses qui souhaitent aussi, pour utiliser votre expression, là, faire de la business, faire des affaires à l'étranger. On nous apprend, et j'imagine que vous êtes au courant, Mme la ministre, que la direction des partenariats canadiens et internationaux au ministère de l'Économie et de l'Innovation a été abolie et qu'essentiellement on n'a plus beaucoup de ressources pour soutenir, justement, et accompagner les universités, les centres de recherche et les petites entreprises en démarrage qui souhaitent établir des partenariats ou des relations à l'étranger.

Est-ce que vous êtes familière avec ça? Parce que, dès le départ, quand vous avez annoncé qu'on allait faire le virage vers l'économie, il me semble que vous nous aviez dit qu'on va continuer de faire les autres... remplir les autres missions du ministère, et l'une des missions qui me semble importante, c'est aussi de pouvoir établir des partenariats qui mènent à de la recherche et de l'innovation et qui permettent, justement, aux entreprises d'ici et aux centres de recherche de développer encore de nouvelles façons de composer avec l'ensemble des défis qui sont les nôtres sur tous les plans, et ça semble, aujourd'hui, là, être mis de côté, selon l'information qu'on a.

Mme Girault : O.K. En fait, ça n'a pas été mis de côté. Ça a été transféré du MEI à IQI, et IQI, son objectif principal et son travail principal, dans le fond, c'est justement d'accompagner les entreprises qui veulent aller à l'international par le biais de nos délégations. Donc, c'est un travail d'équipe qui est très, très, très... pas juste connecté, mais un travail d'équipe qui est très concerté, je dirais, entre IQI, le MEI et la délégation, parce que ce qui se fait comme travail... En fait, quand une entreprise d'ici veut aller à l'extérieur, ce qu'on fait, les premières démarches qu'on fait, c'est qu'on contacte, justement, les délégations... la délégation du pays où cette personne-là veut s'installer, et c'est la délégation qui fait en sorte d'essayer de les aider à s'établir dans le pays en question. Ça peut être de trouver des nouveaux clients. Ça peut être de trouver un local, même. Je pense à une entreprise où est-ce qu'on les a aidés à trouver un local parce qu'ils n'arrivaient pas à se loger. Donc, on a des ressources dans les délégations pour les aider à faire ça.

Maintenant, pour ce qui est de la recherche et de l'innovation, là aussi, on a des ressources à l'intérieur de notre réseau. On a d'ailleurs 13 postes en innovation dans nos réseaux pour justement aider ces entreprises-là. Avec ces ressources-là, on peut les aider, on peut les conseiller. On peut leur suggérer différentes façons de mettre en valeur leur innovation, et c'est un des objectifs qu'on a avec le ministère, c'est aussi de mettre en valeur puis de promouvoir l'innovation québécoise à l'extérieur du pays.

Donc, ça, c'est une chose qu'on fait de façon très, très régulière. On a aussi beaucoup, beaucoup d'ententes avec des fonds de recherche, donc, fonds de recherche et innovation. On a énormément d'ententes avec différents fonds de recherche. Puis on a aussi une stratégie hypercroissance pour les start-up qui est prête à aller à l'international très, très bientôt. Donc, on a des postes en innovation. On a des fonds de recherche du Québec qui sont déjà liés avec des fonds de recherche extérieurs. Il y a de plus en plus d'ententes qui se font de cette façon-là aussi.

M. Arseneau : Bien, si vous permettez, nous, ce qu'on nous dit, c'est que, par cette volonté-là, justement, de créer des partenariats puis faire des... brasser des affaires via IQ, on néglige, en quelque sorte, la vision à moyen, long terme que pourrait nous apporter le rôle des jeunes pousses et qu'elles se sentent elles-mêmes mises de côté dans leurs relations avec IQ, qui va privilégier les affaires payantes à court terme plutôt que de voir aussi du moyen et du long terme avec ces ressources-là.

Mme Girault : Bien, je vous dirais que, dans les délégations, nos ressources sont occupées principalement avec du moyen, long terme parce que le court terme... La grande entreprise qui cherche ou qui est en train de... qui est sur le marché, actuellement, en train de se positionner, on la connaît, et ce qu'on... ce avec quoi on veut travailler, ce sont justement des jeunes pousses, des start-up qui sont prêtes à aller à l'international, et, bon, la COVID nous a bloqués de le faire, mais j'avais commencé une tournée des régions pour faire en sorte, justement, de promouvoir les équipes des délégations à l'international, pour expliquer aux PME, justement, aux PME et aux start-up, qu'est-ce qu'on peut faire puis comment on peut les amener à s'implanter plus facilement à l'international. Bon, ça, ça a été... J'ai fait deux régions puis j'ai été arrêtée par la COVID, mais, bon...

M. Arseneau : Est-ce que c'est... Vous parlez de votre tournée qui a été interrompue. C'est ce dont vous parlez. Est-ce que c'est en lien avec la stratégie dont vous parliez aussi, qui est sur le point d'être dévoilée?

Mme Girault : En fait, c'était avant la stratégie.

M. Arseneau : C'était avant la stratégie?

Mme Girault : C'était avant la stratégie parce que justement... C'était avant la stratégie parce que cette tournée-là, c'était que j'avais réalisé, puis c'est... on remonte... il y a deux ans, quand même, là, c'était que j'avais réalisé, avec les chefs de poste, puis en visitant aussi les délégations, que le Québec... les entreprises du Québec ne connaissent pas le pouvoir et la force de notre réseau international. Donc, c'était important d'aller leur expliquer.

M. Arseneau : J'aimerais ça que vous m'expliquiez... Si je me souviens bien, il y a deux ou trois ans, vous aviez un budget pour doter les délégations d'attachés en innovation spécifiques... et est-ce qu'ils sont toujours en poste, parce que...

Mme Girault : 13.

• (12 h 20) •

M. Arseneau : Est-ce que leur mandat est toujours vers... tourné vers l'innovation ou davantage vers le commerce et, justement, l'entreprise déjà établie?

Mme Girault : Non. Ils sont... Dans les délégations, il y a des gens qui ont des mandats très spécifiques. Il y en a que c'est culture, il y en a que c'est... Bon, ceux-là, c'est vraiment innovation. On a un innovateur en chef aussi. Et ces gens-là se préoccupent vraiment de tout ce qui est autour de l'innovation, et il y en a 13 dans notre délégation.

M. Arseneau : Mais, par exemple, à la délégation du Québec à Paris, est-ce qu'il y a ne serait-ce qu'une personne dont 100 % de la tâche consiste à soutenir l'innovation ou c'est une partie de sa tâche parmi d'autres, qui ferait en sorte que certains centres de recherche, universités ou jeunes pousses semblent ne pas avoir de réponse lorsqu'ils font appel à leurs services?

Mme Girault : Dans le détail, comme ça, je ne pourrais pas vous répondre, mais peut-être que ma sous-ministre pourrait répondre à la question.

M. Arseneau : Mais, en attendant peut-être la réponse, c'est que moi, je me préoccupe pour les centres de recherche... bien, pour les jeunes pousses, bien sûr, mais également pour les centres de recherche et les universités. Et j'aimerais que vous nous expliquiez, lorsqu'on a des projets de recherche à l'international puis qu'on veut avoir le soutien du ministère, comment on peut procéder, parce que, oui, vous avez des appels à projets, sans aucun doute, mais quel sera le support, le soutien qui sera accordé à ces projets-là, si le ministère de l'Économie et de l'Innovation maintenant est aux abonnés absents, si IQ semble privilégier les projets d'entreprise? Alors, qu'est-ce qu'on fait avec les centres de recherche et les universités qui ont des projets qui sont porteurs à moyen et long terme pour le Québec?

Mme Girault : Bien, écoutez, avec les... On a un innovateur en chef, premièrement, d'une part, qui se préoccupe spécifiquement de ça. Ensuite, on a aussi... Je disais qu'on travaille beaucoup en équipe. On travaille beaucoup aussi avec la ministre des Études supérieures, où est-ce que là aussi on a beaucoup d'ententes entre des centres de recherche ici, au Québec, et des centres de recherche à l'extérieur. Durant les dernières années, on a développé aussi beaucoup de... Moi, j'avais des contacts avec des ministres de l'Éducation. Donc, il y a plusieurs ministres de l'Éducation qui sont en contact aussi avec notre ministre de l'Éducation. Donc, il y a des liens qui se font aussi directement.

Ça fait que je vous dirais que, dans la majorité des cas, moi, je n'ai pas entendu, là, de centres de recherche internationaux qui ont manqué de support au niveau international, parce qu'on est là, on est là pour eux et on est là pour travailler avec eux et pour les supporter. Et, dans ce cadre-là, tant nos ressources en innovation dans les différentes délégations que nos ressources ici peuvent faire les liens et peuvent les associer ensemble avec les ressources disponibles à l'international.

M. Arseneau : Je ne sais pas si vous avez la réponse, mais j'aimerais quand même revenir sur votre dernière réponse, puis on reviendra tout à l'heure... C'est qu'il y a des exemples qui semblent vouloir indiquer que le Québec n'est pas aussi proche des centres de recherche et des universités que peut l'être le ministère fédéral et ses différentes agences, là, en soutien aux universités et centres de recherche qui sont dispersés à travers le territoire du Québec pour véritablement dynamiser leurs projets internationaux. Et ce qu'ils perçoivent, et rassurez-les, s'il vous plaît, c'est que, si on n'a pas un projet d'entreprise pour faire des affaires puis pouvoir augmenter la colonne des revenus, bien, c'est négligeable aux yeux des interlocuteurs des délégations internationales.

Mme Girault : Non, en fait, je ne suis pas du tout, du tout, du tout d'accord. Pour avoir... mais pas du tout d'accord. Pour avoir fait tant des approches avec eux que fait aussi des rencontres dans certaines universités quand on pouvait voyager... bien, maintenant, on peut encore, là, mais, avant la pandémie, j'ai fait des rencontres avec des universitaires et des centres de recherche universitaires ailleurs, et, au contraire, la porte est très grande ouverte. On a

des délégations qui sont en relation avec des universités, avec des ministères de l'Éducation. Il y a beaucoup de travail qui se fait au niveau des délégations dans leur propre milieu.

Je me souviens avoir été à l'université à Mexico, entre autres, où est-ce qu'on avait été même... C'est la première fois qu'un pays ou qu'une nation extérieure à Mexico était mise en valeur, et c'était le Québec qui était nommé. Donc, je ne suis pas du tout, du tout d'accord, là. Au contraire, je pense qu'il y a beaucoup, beaucoup de travail qui se fait entre les délégations, et les relations... et les universités des pays, et les universités d'ici, et les chaires de recherche. D'ailleurs, il y a un fonds de recherche qui est spécifiquement lié à ça, là.

M. Arseneau : Donc, ce que vous dites, c'est que les attachés en recherche et innovation, c'est toujours en cours, et là on en a... Est-ce que, physiquement, on a des gens qui sont dévoués 100 % à ce travail-là, notamment à la délégation du Québec à Paris?

Mme Girault : On en a 13, c'est ça? À Paris, il y en a un... il y a une personne, l'équivalent d'une personne.

M. Arseneau : Et son travail porte spécifiquement sur l'innovation, sur la recherche?

Mme Girault : C'est quelques personnes qui ont une partie de la responsabilité, oui.

M. Arseneau : Bien, en fait, ça correspond à l'écho qu'on a, c'est que cette partie-là... Moi, je veux vous croire sur parole, mais les échos, encore une fois, qu'on a, c'est que cette partie-là semble négligée dans leurs fonctions et être essentiellement une quantité négligeable. Et moi, j'avais compris, lorsque vous aviez annoncé des investissements, que des attachés à l'international étaient dévoués entièrement à cette tâche-là.

Mme Girault : Bien, écoutez, on a les projets de coopération. On a les délégations qui travaillent avec eux. On a les délégations avec les universités, les ministères. Le premier ministre Legault puis le premier ministre Castex, oui, ont annoncé qu'en 2023 ce serait l'année de l'innovation, donc, franco-québécoise. Donc, c'est sûr qu'il va y avoir encore plus de connexions au niveau de l'innovation. On a un innovateur en chef, et, en plus, l'étude de «soft power» qui vient de sortir nous place numéro un, au Québec, parmi toutes les nations au monde, là.

M. Arseneau : Donc, les postes d'attachés en innovation n'ont pas été convertis en attachés commerciaux?

Mme Girault : Pas du tout.

M. Arseneau : D'accord. Merci. C'est tout le temps qu'on a, je pense?

Le Président (M. Bachand) : Parfait. Merci beaucoup. Mme la députée de Laporte.

Mme Ménard : Merci, merci. Alors, j'aimerais revenir sur ce qu'on s'est quittés tantôt. La sous-ministre a expliqué... On a parlé de l'OIF, à ce moment-là, de la grande rencontre qui va avoir lieu ici, là. Maintenant, ce n'est pas la même chose... Quand vous avez évoqué le sommet Afrique... On ne parle pas de la même affaire, là. Alors, où est-ce que vous en êtes? Parce que ça, c'est en 2019, que vous avez parlé de ça. Là, je comprends qu'il y a eu la pandémie. Maintenant, où en êtes-vous? Est-ce qu'il va avoir lieu, un sommet Afrique... Québec-Afrique ou non? En fait, c'est oui ou non.

Mme Girault : En fait, non, on n'a pas de sommet Québec-Afrique. On a fait la stratégie Afrique. En 2019, on était loin de... En 2019, on commençait, là, c'était...

Mme Ménard : O.K. Donc, quand vous avez évoqué un sommet Québec-Afrique alterné, alors c'est : Non, il n'y en aura pas, de ça. Alors, ça répond à la question. C'est ça? O.K., merci beaucoup.

Alors, en lien avec votre vision, vous avez dévoilé, au cours de la dernière année, plusieurs stratégies territoriales avec des axes spécifiques pour chacune des régions afin de maximiser, bien sûr, les retombées économiques du Québec dans un contexte de... la mondialisation étant très omniprésente. Les États-Unis sont le partenaire économique principal du Québec. On a près de 53 % de nos échanges commerciaux qui s'effectuent au sud de notre frontière. En ce qui concerne la stratégie pour les États-Unis, la principale préoccupation qui semble se dégager est la présence du protectionnisme, hein, américain. On pensait... pas vous, là, mais on pensait qu'avec l'arrivée de Biden ça serait peut-être différent, mais, en fait, on a le même enjeu que... Finalement, que ce soit un gouvernement républicain ou démocrate, le protectionnisme continue.

Alors, est-ce que... qu'est-ce que vous entendez mettre sur pied comme comité? Est-ce que vous avez l'intention de mettre sur pied un comité permanent au sein de votre ministère pour démontrer, là, une proactivité lorsque des mesures protectionnistes touchent les entreprises du Québec?

• (12 h 30) •

Mme Girault : En fait, c'est intéressant comme question parce que, oui, il y a eu les mesures protectionnistes, mais l'année passée... et les résultats, à date, en 2022, sont les meilleurs résultats qu'on a jamais eus avec les États-Unis. Donc, il y a énormément d'affaires qui se font avec les États-Unis.

Et hier, justement, je rencontrais encore une fois l'ambassadeur des États-Unis, et sa vision est très intéressante, du Build Back Better. Ce qu'ils veulent faire, en fait, c'est de diversifier leurs propres marchés, et diversifier leurs propres marchés, ça veut dire, bien, regarder à l'extérieur des États-Unis, et c'est intéressant parce que nous, on utilise toujours cette expression-là, diversifier notre propre marché puis grossir la tarte. Moi, je dis tout le temps : Il faut grossir la tarte. Et c'est une expression qu'il a utilisée lui aussi.

Donc, ça fait en sorte que, oui, il y a le protectionnisme, mais, en même temps, il y a énormément de travail qui peut se faire au niveau de différentes entreprises et différentes façons de faire aussi avec les différentes entreprises. Et on a des éléments qui sont très intéressants pour les États-Unis, par exemple, quand on parle des métaux stratégiques, quand on parle de l'hydroélectricité. Donc, il y a beaucoup d'éléments... Quand on parle d'intelligence artificielle, ils sont très intéressés, tout ce qui est la filière batteries aussi.

Donc, il y a énormément de produits et de secteurs où les États-Unis sont friands, justement, de faire ce qu'on fait au Québec ou de contribuer à ce qu'on fait au Québec. Donc, oui, l'acte Build Back Better est important, mais, en même temps, il y a énormément d'opportunités qui sont sorties de ça, et ces opportunités-là, c'est ce qu'on voit dans les résultats aussi qu'on a obtenus dans les délégations, particulièrement la délégation des États-Unis, l'année passée. C'est pour ça, d'ailleurs, qu'on a grossi la délégation, dernièrement, de Los Angeles pour en faire une délégation générale, parce que le potentiel est vraiment là.

Mme Ménard : O.K., merci. Le premier ministre a mentionné que le Québec va devenir ou devienne... il veut qu'il devienne la batterie du nord-ouest de l'Amérique du Nord. Alors, qu'est-ce que vous allez mettre en place pour protéger les intérêts des Québécois avec le protectionnisme qui existe?

Mme Girault : Les intérêts de... pardon?

Mme Ménard : Des Québécois, des entrepreneurs pour faire face au protectionnisme.

Mme Girault : Bien, en fait, qu'on devienne la batterie du nord-est de l'Amérique, c'est, au contraire, bénéfique pour les entrepreneurs du Québec, parce que c'est justement... c'est justement l'entreprise du Québec et l'économie du Québec qu'on va grossir, puis notre réseau est très bien implanté aux États-Unis. Et non seulement on est très bien implantés avec les gens d'affaires, mais on est très bien implantés aussi avec plusieurs réseaux d'influence qui sont très forts aux États-Unis. Donc, il n'y a pas vraiment de mesure spécifique, je dirais, pour... pas pour contrer, mais pour protéger, entre guillemets, parce que les relations sont très bien établies.

On fait des blitz, régulièrement, aux États-Unis aussi, puis des blitz par secteurs. Donc, depuis la Vision internationale du Québec, on a vraiment organisé non seulement par territoires, comme les États-Unis, mais on a aussi des blitz par secteurs. Donc, par exemple, on va faire un secteur qui est l'aéronautique, on va faire un blitz sur le secteur des batteries, on va faire un blitz sur les secteurs des entreprises commerciales. Donc, on a vraiment une organisation qui est très, très très structurée au niveau du travail et qui l'est particulièrement, je dirais, aux États-Unis puis en Europe, parce que les délégations sont plus matures, je dirais, dans ces deux endroits-là.

Puis on a aussi le comité interministériel qui existe, où est-ce qu'il y a le MEI, où est-ce qu'il y a le... puis d'autres ministères qui font en sorte aussi qu'on travaille de façon permanente à regarder quels sont les intérêts commerciaux puis comment on peut aider les entreprises d'ici. Puis, quand on voit des contrats comme on vient de signer avec Hydro-Québec puis New York, on voit vraiment que ça fonctionne, là.

Mme Ménard : Oui. Votre collègue le ministre de l'Économie et de l'Innovation disait que... «Le Québec ne serait probablement pas frappé aussi durement que l'Ontario par la proposition de crédits d'impôt sur les véhicules zéro émission du président Biden, mais, au nom de la pérennité de la filière batterie québécoise, il est impératif de résister», croit le ministre de l'Économie et de l'Innovation. Alors, quand je vous demandais qu'allez-vous faire, comment vous allez... Qu'est-ce que vous allez mettre en place pour résister à ça?

Mme Girault : Je pense que, quand vous regardez notre stratégie pour les États-Unis... Je parlais tantôt de mes deux étages de la maison, la diplomatie d'influence puis la diplomatie économique. Quand on parle de diplomatie d'influence, c'est justement... ça le dit, là, ça le dit, «influence», c'est justement de faire en sorte qu'on est capables de se positionner. Puis, par exemple, les blitz sectoriels, c'en est un, mais les campagnes de diplomatie d'influence aussi existent pour étendre, justement, nos intérêts sur les grands enjeux commerciaux. Parce qu'outre le travail commercial qui est fait dans les délégations il y a beaucoup de travail d'influence qui est fait, particulièrement dans des bureaux comme Washington, par exemple, où, Washington, c'est presque exclusivement du travail de diplomatie d'influence. Donc, on travaille vraiment à positionner nos grands enjeux, nos grands intérêts, tant sur l'acier et l'aluminium.

Puis c'est pour ça, d'ailleurs, qu'on a eu... on a vu des résultats de nos démarches. Ce n'est pas écrit dans le journal, là, mais, dans le fond, ce sont des résultats de nos démarches sur, par exemple, les tarifs d'acier et d'aluminium. Par exemple, l'exportation d'hydroélectricité, ça ne s'est pas fait tout seul, ça, là, ça s'est fait avec énormément de travail d'influence. Puis, je dirais, si on prend la quantité de travail d'influence, de diplomatie d'influence versus la diplomatie économique, c'est vraiment énormément plus de diplomatie d'influence qui a fait en sorte qu'on a pu aller chercher ce contrat-là. Oui, c'est un énorme contrat, c'est le plus gros contrat à date et c'est très intéressant, mais toute la diplomatie d'influence en arrière de tout ça a vraiment aidé à ce qu'on puisse conclure ce contrat-là.

Même chose, on vient de remporter un contrat avec Nova Bus pour 123 autobus qui vont être livrés, justement, à la ville de New York. Là encore, énormément de diplomatie d'influence et de connexions avec tous les réseaux gouvernementaux, je dirais, des États-Unis, tant les sénateurs que les représentants de la Chambre. Moi-même, j'ai parlé à plusieurs, et nos délégations restent très connectées sur ces gens là. C'est de cette façon-là qu'on fait... de faire en sorte que nos enjeux passent, nos représentations passent et tout ce qui est nos intérêts aussi passe. Puis il ne faut pas se leurrer aussi, on a des intérêts des deux côtés. Donc, on travaille aussi... c'est une négociation, hein, donc on travaille aussi beaucoup là-dessus.

Autre chose qu'on fait beaucoup aussi, c'est de la diplomatie climatique. Je veux dire, on est très bien positionnés par rapport aux États-Unis sur tout ce qui est les changements climatiques et tout ce qui est l'environnement. Donc, là aussi, on travaille énormément avec eux là-dessus, décarboniser l'économie, créer des occasions d'affaires. Donc, tout ça aussi, ça se fait très bien avec les États-Unis aussi. Donc, il y a...

Mme Ménard : Merci. Pour... vous allez être d'accord avec moi qu'il est très important de diversifier nos partenaires commerciaux avec... ne pas dépendre que des États-Unis. Alors, il y a une entente de libre-échange entre le Canada et l'Union européenne, alors c'est un immense marché qui s'est ouvert pour les entreprises québécoises. L'Union européenne, j'ai regardé des chiffres, là, est le deuxième partenaire économique du Québec, et je constate que vous n'avez pas présenté de stratégie pour cette région. Puis on a parlé tantôt de l'Afrique, on a parlé... et je vois que vous travaillez là-dessus. Je ne comprends pas pourquoi ne pas avoir travaillé une stratégie avec l'Union européenne, avec ces pays-là.

Mme Girault : En fait, je disais que VIQ a découlé plusieurs stratégies, cinq stratégies. Les stratégies, on les a lancées une à la suite de l'autre. Il nous reste notre dernière, puis notre dernière, bien, c'est le bébé, c'est l'Europe. Et la raison... puis je pense que je l'ai mentionné tantôt, la raison pour laquelle on n'a pas lancé avant, c'est à cause de tout ce qui se passe en Europe, évidemment, là, donc, mais la stratégie, elle est prête. Elle est prête à être lancée. D'ailleurs, elle était prête, ça fait quelques semaines, quelques mois déjà, mais, c'est ça, il faut les décaler puis il faut les lancer au moment opportun, là.

Mme Ménard : Est-ce que vous allez la déposer bientôt, si elle est prête? Elle va être déposée comme...

Mme Girault : Bientôt.

Mme Ménard : Comme... bientôt, avant la fin du mandat?

Mme Girault : Bientôt.

Mme Ménard : Ah oui? Bientôt, O.K.

Mme Girault : ...avant la fin du mandat.

Mme Ménard : Bientôt.

Mme Girault : Oui, oui, avant la fin du mandat.

Mme Ménard : O.K. Parfait. Merci. J'aimerais ça revenir au... À chaque fois qu'on a fait les crédits ensemble, on a parlé des cibles que vous donniez...

Mme Girault : Ah! les chères cibles.

Mme Ménard : ...que vous donniez à vos délégations, à vos représentants, bon, etc. Alors, dites-moi, où en êtes-vous avec les cibles? Est-ce qu'on a donné des cibles? Et, si on en a donné, sont-elles rencontrées, ces cibles-là? Et, si elles ne sont pas rencontrées, est-ce que le premier ministre a parlé à ces gens-là, hein? On se souvient tout ce qui avait été dit là-dessus. Alors, parlez-moi des cibles.

Mme Girault : Bien, alors, j'ai le plaisir de vous dire, de vous annoncer...

Mme Ménard : Qu'il y a des cibles.

• (12 h 40) •

Mme Girault : Non seulement on avait des cibles, on a eu des cibles depuis... 2021, on a eu des cibles, oui. Ça a été très intéressant, le travail sur les cibles, parce qu'évidemment moi... on a le même background, hein? Je viens du bancaire, où est-ce qu'on avait des cibles très... et, pour travailler avec les cibles, il fallait travailler avec le MEI puis IQI, hein? Je peux dire ça parce qu'on est entre nous autres, ça ne sortira pas de la salle. Et j'avais des collègues qui étaient un peu prudents sur les cibles, je dirais, donc, prudents sur les cibles, et moi, je poussais, poussais, poussais pour les cibles.

Parce qu'évidemment une fois qu'on fait... une fois qu'on fixe des cibles, la première fois, on ne sait pas trop, trop. On y va avec ce qu'on voit, on y va avec ce qu'on a vu comme activité, mais, l'année passée, on a fixé des

cibles, effectivement, pour 2021, qu'on a dépassées de loin. On a fait... au total, on a fait plus de 200 % de nos cibles. Donc, on a dépassé nos cibles, et ça, c'est dans tous les pays. Donc, on a dépassé nos cibles de loin.

On avait fixé des cibles par délégations. On avait fixé des cibles aussi par vente ferme. Puis ce qu'on appelle une vente ferme, ce sont vraiment des ventes des entreprises qu'on a accompagnées. Donc, on ne peut pas prédire... parce que c'est sûr que le premier ministre parle beaucoup, beaucoup de... Le premier ministre parle beaucoup, beaucoup des cibles au niveau de l'exportation, mais l'exportation, ça vient deux, trois ans après que le contrat soit signé, parce qu'il faut les fabriquer, les objets qu'on a vendus. Donc, nous, on a vraiment fixé des cibles de vente ferme qui font en sorte qu'on peut mesurer le travail, vraiment, qui est fait sur place. Donc, on a fixé des cibles pour chacune des délégations, pour chacun des pays.

Les cibles ont été rencontrées l'année passée, et ça a été intéressant, parce que, quand on a fixé les cibles de 2021-2022... Bien, moi, évidemment, quand la cible est rencontrée ou qu'elle est dépassée, moi, je pars de ce chiffre-là puis je fixe la nouvelle, hein? On est habitués, dans les banques, de faire ça, donc je fixe la nouvelle, et on a fait exactement ça. Et, cette année, ça va très, très bien. Donc, les cibles... on est en marche de dépasser nos cibles aussi, donc ça va bien, les cibles sont dépassées. Il y a eu un ajustement, je vous dirais, parce qu'il n'y avait jamais eu de cible avant, ça, ça n'avait jamais été mesuré. Donc, il y a eu un ajustement, mais ça va très bien. Et maintenant, ce qui est intéressant, c'est qu'on est parti d'un ajustement à une stimulation, parce que ça les stimule vraiment d'avoir un objectif à rencontrer.

Mme Ménard : Bien, définitivement, c'est plus stimulant avoir un but. Et, dites-moi, on se souvient de l'engagement aussi du premier ministre de doubler, hein, les affaires avec la France. Où est-ce que vous en êtes avec ça?

Mme Girault : Bien, doubler les affaires avec la France, évidemment, l'engagement du premier ministre s'était fait avant la pandémie, hein? Ça fait que je vous dirais qu'il y a beaucoup de choses qui ont été mises... qui ont été... pas mises de côté, mais qui ont été réajustées en fonction de la pandémie. C'est sûr que, quand on ne peut pas voyager, quand on ne peut pas se déplacer, on fait les choses très différemment. Par contre, je suis très, très heureuse de la façon dont les... autant le ministère que les délégations ont réagi, parce qu'on a trouvé des façons totalement différentes de faire les choses.

Étant donné qu'on avait... je ne veux pas dire «plus de temps», mais moins de temps de déplacement ou moins de temps de rencontre, il y a énormément de rencontres qui ont été faites de façon virtuelle et il y a énormément de rencontres aussi qui ont été faites avec des réseaux qu'on n'avait pas auparavant. Donc, par exemple, le réseau des entreprises qui donne des grands... qui développe des grands chantiers, bon, on a travaillé tout ce réseau-là. Donc, plusieurs types de réseaux avec lesquels on ne travaillait pas avant, nécessairement, mais qu'on a commencé à travailler durant la pandémie et qui, aujourd'hui, bien, justement profitent... On profite de ce travail-là qui a été fait pendant la pandémie.

Mme Ménard : O.K. Merci beaucoup, M. le Président, il ne me reste pas grand temps, hein?

Le Président (M. Bachand) : 1 min 30 s.

Mme Ménard : 1 min 30 s. Bon, j'aurais une question, mais les réponses sont vraiment longues, alors je ne sais plus si je dois y aller. En tout cas, je vais dire ce que j'ai à dire, puis, après ça, on verra. Tout ce que je voulais vous dire, bon, c'est... La ministre l'a mentionné tantôt, ce sont mes derniers crédits, alors je quitte après 15 ans de vie politique et avec le sentiment du devoir accompli. Et ce que je voulais... je voulais profiter de l'occasion pour vous souhaiter à tous bonne chance et je voulais souhaiter surtout à la ministre beaucoup de santé pour continuer.

Mme Girault : Merci.

Mme Ménard : Alors, voilà. M. le Président. Est-ce qu'il me reste du temps?

Le Président (M. Bachand) : 40 secondes.

Mme Ménard : 40 secondes. Alors, écoutez, j'aurais voulu couvrir les Ouïghours. L'année passée, je vous avais demandé si vous vous prononciez comme quoi que c'était un génocide. Vous ne l'avez pas fait. Alors, j'avais encore cette question-là pour vous. Est-ce que vous croyez que la situation, c'est un génocide?

Mme Girault : Puis, encore une fois, on ne s'est pas prononcés non plus, cette année, là-dessus.

Mme Ménard : Ah! Bon, O.K. Alors, vous ne vous prononcez pas encore.

Le Président (M. Bachand) : Merci beaucoup. Merci beaucoup, et le mot de Cambronne pour la suite des choses, Mme la députée de Laporte. M. le député de Saint-Jean, s'il vous plaît.

M. Lemieux : Pour combien de temps, M. le Président?

Le Président (M. Bachand) : 14 min 10 s.

M. Lemieux : Merci, M. le Président. Puisque j'enchaîne après la députée de Laporte, je vais, au nom de mes collègues sur la banquette ici, lui souhaiter, d'abord, une bonne fin de mandat, parce qu'on va retourner dans nos comtés le 10 juin, mais vous êtes députée de Laporte jusqu'au 3 octobre, madame, et bonne suite des choses.

Mme Ménard : Merci.

M. Lemieux : Mme la ministre, vous avez utilisé l'image du deuxième étage de la maison, je le sais parce que vous nous en aviez parlé, il y a déjà trois ans, l'étage économique, pour l'appeler comme ça, par-dessus l'influence... la diplomatie d'influence. Et, quand vous avez dit, tout à l'heure... et ça m'a frappé, vous avez dit : On se fait dire par les Africains, entre autres : C'est bien beau l'aide, là, l'aide internationale, mais on veut faire des affaires avec vous. Ça veut dire que ce que vous aviez vu venir, il y a trois ans, ce que vous aviez mis en place, cette vision que vous aviez, bien, non seulement ça a fonctionné... en tout cas, pour l'Afrique, de toute évidence, si vous vous êtes fait répondre ça, c'est parce que ça fonctionne et que vous aviez eu le temps de planifier le déploiement de cette vision-là, avec ces stratégies-là, pour être capable de répondre à des demandes comme celle-là, on veut faire des affaires avec vous. Vous l'avez répété, parce que c'est toujours ingrat d'arriver à la fin, mais à la fin dans le sens où vous avez abordé un paquet de ces détails-là.

Mais je voudrais ouvrir davantage sur les stratégies territoriales. Et, en bon vieux journaliste, je vais essayer de vous... je vous le dis tout de suite, en sous-question, d'essayer d'en savoir plus sur l'Europe, mais ces stratégies territoriales là, elles sont spécifiques à ces territoires-là. C'était ça, la grande dynamique de l'affaire. On travaille avec l'Afrique comme ça, parce que c'est l'Afrique, et l'Europe, on va dire, et comme ça parce que c'est l'Europe.

Ça, depuis trois ans, est-ce que ça s'est vérifié? Est-ce que vous avez, à un moment ou un autre, dit : Attendez un peu, là, ça, ça ne fonctionne pas ou ça, ça ne va pas aussi vite qu'on voudrait? Dans le fond, les stratégies peuvent être adaptées. La vision, c'est assez clair, mais, après ça, il faut adapter les stratégies. Et j'imagine que votre dernière, celle que vous allez sortir pour l'Europe, elle va être meilleure que les autres parce que vous avez eu l'habitude de les préparer.

Mme Girault : O.K. Bien, je vous dirais que... Merci de la question. On a présenté, à date, quatre stratégies territoriales. La dernière va être la stratégie Europe. Les stratégies n'ont pas été déployées il y a trois ans, elles ont été déployées dans la dernière année. O.K.? Puis moi, j'ai eu des soucis de santé aussi. Donc, j'ai... ça a été déployé dans la dernière année. Donc, c'est sûr qu'une stratégie ça prend du temps à mettre en place puis ça prend encore plus de temps à voir les résultats. C'est un processus de... sur un court, moyen terme, je dirais. Donc, ça fait en sorte qu'on n'a pas encore, je vous dirais, les résultats concrets. Je ne pourrais pas donner un rapport aujourd'hui sur les résultats des stratégies.

Par contre, je sais que ça va bien fonctionner, parce que les stratégies ont été bâties, d'une part, à partir des informations que nous, on avait ici, au ministère, mais aussi... et beaucoup avec les gens sur le terrain. Donc, dans chacune des stratégies, il y a eu l'implication des délégués, des représentants qui sont sur le terrain. Il y a eu l'implication de chambres de commerce, il y a eu une implication. Donc, il y a beaucoup d'implication de gens du terrain. Et ça s'est fait aussi avec les experts, ça s'est fait avec d'autres ministères et ça s'est fait avec les membres du corps consulaire. Et les membres du corps consulaire, les ambassadeurs et surtout les consuls qui viennent ici, eux, ils viennent avec des intentions de développer aussi. Donc, ces stratégies-là ont été vraiment montées et organisées avec tous ces gens-là.

Et ça a fait en sorte qu'on a développé cinq stratégies qui vont se déployer au fur et à mesure, et ça repose vraiment sur nos priorités gouvernementales. Donc, on a vraiment pris le temps de développer des plans d'action pour chacun des territoires, on a pris le temps d'analyser aussi notre planification à l'international. C'est ça qui nous a poussés aussi à développer un indice de potentialité. Parce que, bon, c'est bien beau tout ça, là, mais la stratégie, il faut qu'elle soit définie en fonction du potentiel que tu vois. Puis le potentiel que tu vois, comment tu fais pour le mesurer? Est-ce que tu demandes à la personne, oui, à la business, ça va bien ici? O.K. La culture, comment ça va? Ça ne fonctionne pas comme ça. Donc, il fallait aussi développer un indice de potentialité pour être capable de jauger à quel endroit on mettait quelle action spécifique dans notre stratégie. On a fait aussi des études de marché, il faut faire des... Donc, ça a été un énorme travail que de faire des stratégies territoriales qui maintenant peuvent tenir, en résumé, en quatre pages chacune, mais qui ont quand même plusieurs pages dans la stratégie en long.

• (12 h 50) •

Et on a fait aussi... on a mis aussi plusieurs éléments de développement à l'intérieur de la stratégie, parce que, justement, on a impliqué aussi les gens qui sont sur le terrain. Donc, les... et, très souvent, on ne le voit pas d'ici, mais les gens sur le terrain, eux, voient venir. Par exemple, la personne au Mexique sait que telle, telle industrie, ça va bien, ou telle, telle industrie, ça ne va pas du tout. Donc, on a impliqué beaucoup ces gens-là aussi. Ça fait que ça a fait en sorte qu'on a fait des stratégies, oui, effectivement, qui sont, d'une certaine façon, pas identiques, mais qui se ressemblent parce qu'elles ont les mêmes objectifs, mais qui, en détail, sont vraiment spécifiques à chacun des territoires qu'on couvre.

Et, avec ça, ce qu'on a développé aussi, une fois qu'on a mis la stratégie en place, on s'est dit : O.K., c'est beau, la stratégie, mais maintenant... Puis ça, on le voit quand même beaucoup avec, entre autres, les États-Unis, on le voit beaucoup, dans d'autres pays, on le voit aussi. On s'est dit : O.K., c'est beau, la stratégie, maintenant on va regarder aussi à développer des groupes de travail, mais par secteurs, parce qu'un secteur peut toucher plusieurs territoires. Ça fait que... Oui.

M. Lemieux : Si vous me permettez, pour essayer d'en savoir un peu plus sur l'Europe, vous avez parlé de potentialité. C'est clair qu'en Europe le potentiel est énorme. Le Canada a une entente de libre-échange avec l'Europe, et

d'ailleurs elle est encore toute fraîche, elle est en train de se déballer. Est-ce que l'Europe... Cette stratégie territoriale que vous allez nous présenter très, très, très bientôt, est-ce que vous fondez... pas plus d'espoir que les autres, mais, si vous l'avez gardée pour la fin, c'est peut-être parce que vous aviez un petit quelque chose de plus à me dire.

Mme Girault : ...qui cherche. Je vous dirais que la stratégie Europe est une stratégie qui est très intéressante. Il ne faut pas se leurrer, l'Europe, c'est notre délégation, notre maison mère est à Paris. Donc, l'Europe, pour nous, c'est très important, mais, en même temps, l'Europe, ce n'est pas non plus notre marché principal actuellement. Le marché principal, ce sont les États-Unis. Donc, ce qu'on vise, avec la stratégie Europe, c'est vraiment de développer davantage, de grossir les échanges économiques avec l'Europe et avec l'Union européenne, évidemment.

M. Lemieux : Merci beaucoup. Avec votre permission, M. le Président, le député de Chapleau voudrait retourner à quelque chose qui a été évoqué, tout à l'heure aussi, le dernier bureau que vous avez ouvert, je pense.

Le Président (M. Bachand) : M. le député de Chapleau, s'il vous plaît.

M. Lévesque (Chapleau) : Oui. Merci beaucoup, M. le Président. J'en profite pour saluer également la députée de Laporte, la remercier, là, pour ses bons mots, les collègues de la banquette gouvernementale et la ministre, bien entendu.

Oui, justement, j'aimerais peut-être qu'on parle de... le déploiement, là, justement, des représentations du Québec à travers le monde et particulièrement la dernière, là, qui vient, d'ailleurs, d'être annoncée et lancée. D'ailleurs, félicitations pour cette très belle annonce, puis peut-être en parler davantage. Puis également qu'est-ce qui a un peu alimenté, là, les réflexions au ministère puis pour pouvoir ouvrir cette représentation-là? Puis aussi pourquoi le choix du bureau? Parce que je sais qu'il y a plusieurs... Je regarde, justement, les types de représentation, là, au Québec, donc des bureaux, délégations, délégations générales. Et il y a sûrement également d'autres endroits dans le monde, par exemple, là, je prenais Sao Paulo ou plusieurs... ou même en Inde, où est-ce qu'il y a des marchés incroyables qui pourraient avoir un potentiel, j'imagine, là aussi. J'imagine que, dans la stratégie, il y a peut-être une volonté de passer de bureau à délégation, ou autres. Donc, peut-être élaborer, là, sur ce point-là. Merci.

Mme Girault : O.K. Merci pour la question. En fait, on va ouvrir les bureaux à Bogota, ça va être la 34e représentation, et, comme je disais tout à l'heure, le bureau va servir principalement, au début, en tout cas, au recrutement de talents puis de main-d'œuvre. Ça fait que les volets économique et institutionnel vont se positionner, s'implanter par la suite. C'est sûr que, quand on fait une ouverture comme ça, on a analysé, je le... je le disais tout à l'heure, pardon, qu'on fait une grosse analyse au niveau de tout ce qui est le potentiel, et tout. Et, à Bogota, on avait détecté... Bogota était ressortie, dans l'indice de potentialité, très fort. Et, depuis janvier, on a... le MIFI, entre autres, a fait plusieurs missions de prospection.

Puis il y a plusieurs partenaires en éducation aussi qui ont effectué des missions à Cuba. Parce qu'on ne regarde pas juste ce que nous, on fait comme travail, quand on fait ce travail d'identifier une nouvelle délégation ou un nouveau bureau, on regarde aussi... on parle aussi aux partenaires et, dans les partenaires, on a l'École des entrepreneurs du Québec, on a l'École de technologie supérieure, le cégep de Jonquière, l'École nationale d'administration publique. Donc, tous ces gens-là ont fait des missions là-bas puis ont réalisé que, oui, effectivement, il y a un gros potentiel à Bogota.

Et, quand on regarde aussi nos partenaires comme le MEI et IQI, eux aussi ont beaucoup de demandes d'entreprises qui veulent... pardon, une petite gorgée d'eau. Eux aussi ont beaucoup de demandes d'entreprises qui veulent, justement, s'installer ou aller... pas travailler, mais aller faire des affaires à Bogota. Donc, quand on met tout ça ensemble, c'est évident que Bogota devenait un objectif intéressant et devenait aussi une cible intéressante à viser.

Et pourquoi on le fait à l'intérieur d'un bureau? C'est que c'est très rare qu'on va ouvrir une délégation tout de suite en partant. On va y aller, là, on s'installe, on fait une première... on fait une cohabitation avec l'ambassade, ce qui est déjà... ce qui a déjà été fait ailleurs, mais le but, c'est de, justement... pas sentir, mais tester le terrain, voir comment ça fonctionne, comment ça va. Puis effectivement, si on a beaucoup d'interactions, beaucoup de travail qui se fait, à ce moment-là, là, on pourra ouvrir davantage et, à ce moment-là, on pourra regarder pour ouvrir un bureau indépendant.

M. Lévesque (Chapleau) : Ah! je comprends. Donc, il y aurait peut-être deux critères à regarder, donc la potentialité, dont on a fait mention, dont vous avez fait mention, et également l'expérience terrain qui va se développer. Et ensuite il y aura peut-être une possibilité de, le cas échéant, délégation, délégation générale, selon les critères qui sont établis. Je comprends...

Mme Girault : Oui. La potentialité donne déjà une bonne idée de ça, parce qu'il y a plusieurs critères à l'intérieur de la potentialité, là.

M. Lévesque (Chapleau) : Puis ensuite, si l'expérience terrain est concluante et il y a davantage de demandes, à ce moment-là, il y a peut-être des ouvertures.

Mme Girault : On ouvre des bureaux ou on rajoute des gens, en gros, aussi. En fait, c'est en... c'est avec une idée d'évoluer, cette affaire-là.

M. Lévesque (Chapleau) : C'est très clair. Merci beaucoup, M. le Président.

Le Président (M. Bachand) : M. le député de Saint-Jean, 2 min 40 s.

M. Lemieux : Oui, juste assez de temps pour terminer en parlant de quelque chose qui n'a pas été discuté, ce matin, mais auquel je tenais beaucoup... à laquelle je tenais beaucoup, parce que, quand vous avez annoncé l'école de... l'Institut de diplomatie, je dis l'école, là, mais c'est les bancs d'école pour les diplomates, donc l'Institut de diplomatie, je trouvais que, comme le reste de votre vision, il y avait quelque chose là-dedans... ce n'est pas de la flagornerie, là, mais de conséquent, de cohérent. Il y avait quelque chose... O.K., intelligent. Parce que cette nouvelle vision que vous donniez, qui était autant de l'influence diplomatique que de l'influence économique, bien, ça impliquait que ceux qui étaient là n'avaient pas nécessairement été «gearés» là-dessus, pour le dire comme ça, là, tu sais. Donc, il fallait... Bon, comment ça se passe, l'Institut de la diplomatie? Ça a pris forme il y a deux ans, je veux dire, c'était naissant, là. Est-ce que, là, ça vole?

Mme Girault : Ça va très bien. En fait, on a mis à l'oeuvre, évidemment, l'Institut de la diplomatie, c'est un institut qui n'est pas physiquement nulle part, on a mis à l'oeuvre le réseau universitaire québécois puis on a utilisé à peu près... plein de monde, là, les hautes études internationales à l'Université Laval, l'Université de Montréal, l'UQAM, l'ENAP, HEC Montréal, l'Université de Sherbrooke, et on a bâti un programme de cours... Pardon?

Une voix : ...

Mme Girault : Un cursus de cours qui font en sorte que... Puis l'objectif... Moi, j'avais deux objectifs avec l'Institut de la diplomatie. Le premier, c'était de faire en sorte qu'on puisse donner de la formation continue à nos chefs de poste qui ont besoin d'éléments additionnels sur certains sujets spécifiques. Puis le deuxième, c'était d'aider les gens qui veulent, éventuellement, aller vers ces postes-là à avoir la base nécessaire pour être capable d'accomplir leur mandat de façon intéressante. Et là-dedans, justement à cause du fait que, maintenant, on parle d'économie et d'influence, ça devient de plus en plus complexe d'avoir ces rôles de chef de poste là. Donc, on a déjà une première cohorte de 13 participants qui avaient été formés en 2020, à l'été 2020, qui a eu à peu près...

Le Président (M. Bachand) : Mme la ministre, en terminant.

Mme Girault : En terminant? En tout cas, on était rendus à la troisième cohorte, ça va très bien.

M. Lemieux : Merci, Mme la ministre. Merci, M. le Président.

Adoption des crédits

Le Président (M. Bachand) : Merci beaucoup. Nous allons maintenant procéder à la mise aux voix des crédits. Est-ce que le programme 1, intitulé Direction et administration, est adopté?

Des voix : Adopté.

Une voix : Sur division.

Le Président (M. Bachand) : Sur division. Merci. Le programme 2, intitulé Affaires internationales, est-il adopté?

Des voix : Adopté.

Une voix : Sur division.

Le Président (M. Bachand) : Adopté sur division.

Enfin, l'ensemble des crédits budgétaires du portefeuille Relations internationales et Francophonie pour l'exercice financier 2022-2023 est-il adopté?

Des voix : Adopté.

Mme Ménard : Sur division.

Le Président (M. Bachand) : Sur division. Merci beaucoup.

Documents déposés

En terminant, je dépose les réponses aux demandes de renseignements de l'opposition.

Et, compte tenu de l'heure, la commission suspend ses travaux jusqu'à 15 heures, où elle va entreprendre l'étude des crédits budgétaires du volet Sécurité publique du portefeuille du même nom. Merci. Bon appétit.

(Fin de la séance à 13 heures)